



Université de Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou



Faculté des sciences économiques, de gestion et de sciences commerciales

Département des sciences économiques

MEMOIRE DE MASTER

Option : économie du développement

Thème

La vulnérabilité de l'économie algérienne : les hydrocarbures comme obstacle aux investissements productifs

Réalisé par :

- BELKALEM Yasmina
- ZIDANE Cylia

encadré par :

- Mme AKNINE

Soutenu publiquement le 06/01/2021 devant le jury composé de :

- Présidente Mme AMENACHE Sabrina MCA
- Rapporteur Mme AKNINE Professeur
- Examineur BERBAR Mouloud MCB

2019-2020

Remerciements

On tient à remercier tout d'abord toute personne ayant contribué à la rédaction et la réussite de notre mémoire.

En premier lieux on voudrait remercier profondément notre encadreur et aussi enseignante durant les deux ans de master « Professeur AKNINE » qui a su nous donner les bons conseils et nous encadrer malgré la situation sanitaire difficile que connaît le monde depuis 2020 et on la remercie pour sa patience et à sa présence pour chaque étape essentiel dans notre rédaction.

En deuxième lieu on tient aussi à remercier les membres du jury « Présidente Mme AMENACHE Sabrina » et « BERBAR Mouloud » qui ont évalué notre travail mais aussi qui nous en donné d'importants conseils pour la suite.

On tient aussi à remercier tout le corps pédagogique de notre formation de master en économie de développement qui a fortement contribué à notre rédaction notamment grâce aux importants enseignements qu'ils nous ont donné.

On tient également à remercier « Mr OUAZI Azzedine » enseignant à la faculté des sciences économiques qui nous a conseillé, éclairci sur certains faits de l'histoire mais aussi pour le prêt d'ouvrages.

Au final, on remercie nos parents, nos proches mais aussi nos amis qui nous ont tous soutenus et encouragé dans les moments les plus difficiles.

Liste des abréviations et des acronymes

- **B/S** : biens et services
- **BM** : banque mondiale
- **BTP** : bâtiment et travaux publics
- **D.A.S** : domaine agricole socialiste
- **EPE** : entreprise publique économique
- **FMI** : fond monétaire international
- **GRH** : gestions des ressources humaines
- **IDE** : investissement direct étranger
- **IPC** : indice de perception de la corruption
- **IVE** : indice de vulnérabilité économique
- **LFC** : loi de finance complémentaire
- **M.P.R.H** : ministère de la pêche et des ressources hydrauliques
- **MP** : matières premières
- **NTIC** : nouvelles technologie de l'information et de la communication
- **OAS** : organisation armée secrète
- **OMC** : organisation mondiale du commerce
- **OPEP** : organisation des pays exportateurs de pétrole
- **P.A.S** : plan d'ajustement structurel
- **PED** : pays en voie de développement
- **PIB** : produit intérieur brut
- **PMA** : pays moins avancés
- **PME** : petites et moyennes entreprises
- **PNDA** : programme national de développement agricole
- **PNDRA** : programme national de développement rural et agricole
- **PSD** : pays-sous-développés
- **SAU** : surface agricole utile
- **SD** : sous-développement
- **SNAT** : schéma national de l'aménagement du territoire
- **TVA** : taxe sur la valeur ajoutée

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE.....	6
CHAPITRE 1 : PARADIGME DE VULNERABILITE : Origine, définition, typologie et mesure	11
Introduction du chapitre	11
Section 1 : Origine de la vulnérabilité économique	12
Section 2: Définitions du concept de vulnérabilité économique	17
Section 3 : typologie des vulnérabilités.....	20
Section 4 : la mesure des vulnérabilités	26
Conclusion du chapitre.....	30
CHAPITRE 2 : L'ALGERIE : ENTRE CONSTRUCTION ECONOMISUE ET CRISES	32
Introduction du chapitre	32
Section 1 : la période socialiste : de 1962 à 1989.....	33
Section 2 : transition vers l'économie de marché : de 1990 à nos jours.....	43
Section 3 : crises économiques internes et externes	50
Conclusion du chapitre.....	52
CHAPITRE 3 : ANALYSE DES VULNERABILITE DE L'ECONOMIE ALGERIENNE	54
Introduction du chapitre	54
Section 1 : cartographie de l'Algérie.....	55
Section 2 : les vulnérabilités interne de l'économie algérienne	61
Section 3 : les vulnérabilités externes de l'économie algérienne	68
Conclusion du chapitre.....	71
CHAPITRE 4 : HYDROARBURES ET VULNERABILITE DE L'ECONOMIE ALGERIENNE	73
Introduction du chapitre	73
Section 1 : Le poids des secteurs productifs dans l'économie algérienne.....	74
Section 2 : les problèmes de diversification et dépendance aux hydrocarbures.....	86
Section3 : Les constats de la problématique de l'économie algérienne	91
Conclusion du chapitre.....	97
CONCLUSION GENERALE	99
TABLES DES MATIERES	114

INTRODUCTION GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

La perfection n'existe pas, rien n'est pur et parfait. Tout système dans le monde représente des déséquilibres, des complications, cela vaut aussi pour l'économie, contrairement à ce que stipulaient les classiques et néoclassiques, l'équilibre parfait ne peut exister, la crise de 1929 en était la preuve, une crise qui a carrément déstabilisée l'économie mondiale et les équilibres sociaux, une crise qui a touché le globe entier, et c'est là qu'on a vu les remises en causes faites par J-M.KEYNES, mais son modèle de l'Etat providence a aussi connu des limites, et de nouvelles crises économiques ont vu le jour, à cet effet, tout système représente des vulnérabilités et qui peuvent tout remettre en cause.

Le concept de vulnérabilité a connu une véritable évolution durant ces dernières décennie, de son étymologie latine « vulnerare », qui signifie blesser, endommager porter atteinte à quelque chose ... « La vulnérabilité est le caractère de ce qui est vulnérable, fragile, précaire, ce qui peut être attaqué, ce qui ne supporte pas le changement, elle touche aussi bien des êtres vivants, qu'un système socio-économiques et son degré dépend de la sensibilité de la chose face aux événements dommageables. Ce qui fait que même l'économie est un point qui peut être vulnérable »¹.

Les crises économiques montrent que toute économie qu'elles soient développés ou non présentent des limites est qu'elles sont sujettes à de différentes vulnérabilités. Tel est le cas de l'Algérie.

Depuis son indépendance, l'économie algérienne a toujours été volatile, et donc vulnérable. Passant de plusieurs programmes elle n'a pas su trouver sa voie et cela jusqu'au jour où elle ne dépendra plus des hydrocarbures.

L'Economie algérienne est au bord la crise économique, le système algérien est toujours vulnérable, depuis 1962, le gouvernement mise beaucoup plus sur les richesses du sous-sol et cela jusqu'à nos jours, malgré le développement des autres secteurs mais le monopole revient aux hydrocarbures et cela dans le but de garder la paix sociale.

Les fluctuations des prix du pétrole paralysent l'économie et est comme un dilemme pour le pouvoir. Des réformes ont été mises en place depuis 1962 à nos jours mais en vain, le secteur privé est toujours au même stade et malgré les promesses de diversification et de facilitation des procédures, cela n'a jamais vu le jour, car il est extrêmement difficile de pouvoir lancer

¹ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Vulnerabilite.htm> actualisé le 3 1/08/20

un projet ou même le maintenir en Algérie, les problèmes, les blocages surviendront tôt ou tard.

A cet effet, nous pouvons dire que le niveau de vulnérabilité de l'économie algérienne est plus élevé comparé aux autres pays en voie de développement et même par rapport à nos voisins maghrébins, et cela malgré les efforts entrepris et la situation dont le monde ce trouve aujourd'hui renforce davantage la crise de l'économie et la vulnérabilité de l'économie algérienne ce qui nous permet d'aboutir à la question suivante :

« *Quels sont les facteurs qui ont conduit l'économie algérienne à une situation de vulnérabilité ?* »

Pour mieux comprendre la problématique, la réponse se portera sur l'analyse d'un certain nombre de fait qui porterons des éclaircissent sur les questions suivantes :

- La vulnérabilité de l'économie algérienne est-elle issu de sa dépendance aux hydrocarbures ?
- Le problème est-il d'ordre politique ou d'ordre économique ? Ou bien les deux ?
- Et qui est ce qui a pu faire des hydrocarbures un obstacle de diversification économique et donc un obstacle aux investissements productifs et comment ce secteur a pu prendre un essor considérable fragilisant ainsi la croissance économique ?
- Pourquoi l'économie algérienne est toujours en transition ?

Pour pouvoir répondre à ses questionnements nous proposeront les hypothèses suivantes :

- Hypothèse 1 : la vulnérabilité de l'économie algérienne est du à la mauvaise gouvernance et à l'instabilité politique qui se reflète dans l'échec des réformes et l'interminable transition économique ;
- Hypothèse 2 : La vulnérabilité de l'économie algérienne est du à une combinaison de plusieurs facteurs politiques, économiques et même sociaux.

Méthodologie de recherche:

Pour répondre à la problématique nous nous sommes penchées vers une analyse empirique de l'économie algérienne tout en essayant d'actualiser les recherches. Pour pouvoir infirmer ou confirmer les hypothèses nous avons suivie une méthode mixte, d'une part quantitative avec l'étude des différentes données statistiques et les pourcentages économiques, d'autre part, une étude qualitative qui portera sur l'analyse de l'évolution de l'économie algérienne et de ses caractéristique qui l'ont conduite à sa vulnérabilité, mais aussi c'est notre manière d'approcher le problème et le point de vue qui fera la différence des autres études concernant le sujet.

La recherche a été basée sur les outils suivants :

- Une recherche documentaire à travers des ouvrages, articles, revues, thèses et mémoires, les textes réglementaires... etc.;
- Des rapports émanant des organismes internationaux et nationaux, et des sites internet, afin de recueillir des données chiffrées.

De ce fait, le travail comporte une partie théorique à savoir dans les chapitres 1 et 2 et une partie pratique qui porte à vérifier notre partie théorique à avoir les chapitres 3 et 4.

Choix et intérêt du mémoire :

A travers les différents cycles d'études qu'on a connu, notamment à l'étude de l'économie algérienne et des questions de développement économique et en plus de la situation actuelle du pays nous ont motivé à porter un intérêt particulier à la question économique du pays. Nos objectifs sont de comprendre comment l'économie algérienne est devenu vulnérable, et quelle est (quelles sont) la vulnérabilité (ou les vulnérabilités) qui pèse sur l'économie algérienne, de comprendre ou de déduire s'il y a des moyens pour que l'Algérie arrive à se démarquer des autres et donc détecter ses potentialités mais aussi pouvoir actualiser les travaux déjà réalisés et pouvoir actualiser avec le moment présent.

On essayera de faire une analyse différente des autres pour distinguer notre style de rédaction et 'analyse.

Objectif à travers le mémoire

Notre objectif à travers ce mémoire est d'analyser les facteurs qui sont à l'origine de la vulnérabilité économique de l'Algérie, mais aussi démontrer si réellement les hydrocarbures font obstacles aux investissements productifs et sont à l'origine de cette vulnérabilité. Mais aussi d'analyser la situation actuelle de l'économie algérienne.

Structure du mémoire

Pour répondre à la problématique et aux hypothèses le travail a été divisé en 4 chapitres.

Le premier chapitre traite des généralités sur le paradigme de vulnérabilité, où on nous allons mettre en avant l'origine du concept et les différentes définitions qui lui ont été assigné à travers son évolution mais aussi les différentes catégories de vulnérabilité et sa méthode de mesure.

Le deuxième chapitre portera sur une analyse de l'évolution et les trajectoires de l'économie algérienne depuis son indépendance jusqu'à aujourd'hui, qui nous aidera à comprendre les différents échecs connus à travers les plans, les réformes et les crises ce qui nous mettra en lien avec les vulnérabilités de son économie

Le troisième chapitre portera sur l'analyse des vulnérabilités de l'économie algérienne quelles soient internes et externes pour arriver à comprendre l'origine des vulnérabilités de l'économie du pays.

Le quatrième chapitre est la concrétisation de toute la recherche et c'est là que l'analyse sur la ou les sources de la vulnérabilité de l'économie algérienne faites dans le chapitre précédent et ainsi nous pourront démontrer si cette vulnérabilité est liée aux hydrocarbures ou d'autres facteurs rentrent en jeu et aussi les problèmes de diversification.

CHAPITRE 1 :
LE PARADIGME DE VULNERABILITE :
Origine, définition, typologie et mesure

CHAPITRE 1 : PARADIGME DE VULNERABILITE : Origine, définition, typologie et mesure

Introduction du chapitre

Le concept de vulnérabilité est utilisé pour qualifier des situations différentes qu'elles soient en politique, en économie, en sociologie ou dans les sciences environnementales. Les analyses de vulnérabilité, ne sont pas aussi anciennes qu'on le croit, leur apparition coïncide avec la crise économique des années 80 et l'émergence du développement local.

L'analyse de vulnérabilité se généralise d'année en année, on la retrouve dans toutes les disciplines et elle devient sujet de débat, que ce soit pour sa définition, son origine ou même la capacité à être mesuré.

Ce chapitre comportera quatre sections :

La première portera sur la genèse du concept de vulnérabilité. Et la deuxième section distinguera les différentes sections qui lui ont été assigné.

A la multitude de ses définitions et de son caractère multidimensionnel et même transdisciplinaire, la vulnérabilité connaît une typologie multiple qui fera objet d'étude dans la troisième section

Cette notion, comme on l'a dit plus haut, fait objet de discussion sur sa mesurabilité et là les avis divergent entre les sciences sociales et les institutions mondiales, un sujet traité dans la 4^{ème} section.

Section 1 : Origine de la vulnérabilité économique

1. Bref historique du concept de vulnérabilité :

La notion de vulnérabilité qui est aujourd'hui utilisée dans différents domaines tels que les sciences sociales, les sciences économie est une notion qui a pris du temps à se faire connaître, avant les années 1980, elle était quasi-inexistante. De ce fait, cette notion est récente et a évolué au cours des dernières décennies et dans de multiples disciplines, ce qui lui donne le caractère multidimensionnel. C'est un concept qui a évolué dans le temps, et qui est née selon les circonstances de son époque et commence à être utilisé par plusieurs disciplines.

Donc ce n'est qu'en 1980 que le terme commence à figurer dans la littérature scientifique, et jusqu'au 20^{ème} siècle il a toujours été marginalisé et ce n'est qu'à partir des années 2000 que le vocable prend son essor notamment dans les sciences sociales.

Le terme connaît un succès transdisciplinaire à partir de 1990 dans un vocable en anglais *vulnerability*,

Les premiers à avoir utilisé la notion de vulnérabilité sont les sciences environnementales en parlant de catastrophes écologiques, géologiques et de risques et cela pour pouvoir dissocier la situation initiale de l'exposition au risque et la capacité des structures et des institutions à y faire face.

Puis c'est les sciences sociales et humaines qui lui ont permis d'avoir le caractère multidisciplinaires, ainsi ils la définissent comme suit : « la vulnérabilité est un concept à la fois multiforme et synthétique qui répond à des changements très concrets : les mutations des fonctionnements socioéconomiques, les nouvelles dynamiques démographiques et familiales, les adaptations de l'État providence valorisant l'activation, les normes de réalisations de lois, la transformation des relations entre individualisations et institutionnalisations »². En effet, cette réalité a fait que les sciences humaines accordent au concept de vulnérabilité un champ plus large que celui de simple concept technique des infrastructures.

² ORIS Michel, « les contours du concept de vulnérabilité », Les populations vulnérables Actes du XVI^e colloque national de démographie (pp.12-18) Publisher: CUDEP, publié en janvier 2017 et disponible sur le lien suivant :

https://www.researchgate.net/publication/315731127_Les_contours_du_concept_de_vulnerabilite (pp2-3) 05/11/20 19 :06

Il est aussi utilisé en psychologie pour déterminer la résilience d'une personne, sa capacité à se régénérer après un traumatisme, et c'est ainsi que le concept rentre dans plusieurs disciplines sous le vocable de risque, tel que le management des catastrophes, l'économie du développement, les sciences environnementales, la santé, la nutrition et même les statistiques où le rôle de la vulnérabilité est de permettre l'analyse, le calcul et l'anticipation des risques et la mesure de l'impact et c'est ainsi que les grandes institutions mondiales ont cherché à le mathématiser.

Le terme ensuite rentre aussi dans la sphère juridique et continue à s'élargir dans les sciences sociales et politiques à partir des années 2000.

Pour certains auteurs tels que **Michel Oris** dans son article *les contours du concept de vulnérabilité* publié en 2017, il existerait des étapes de vulnérabilités, pour lui une vulnérabilité est omniprésente mais cachée, donc c'est la première étape de la formation d'une vulnérabilité, suite à un choc, et cette vulnérabilité devient évidente et c'est là qu'on arrive à la troisième étape, celle où soit on arrive à la surmonter, soit elle n'a eu aucun effet de changement soit au contraire cette vulnérabilité nous fait sombrer. Et c'est par ce processus que la vulnérabilité n'est plus contextuelle mais devient institutionnelle.

Il faut aussi souligner que la vulnérabilité peut n'affecter qu'une partie d'un système, un seul domaine, comme elle peut se généraliser dans l'ensemble des dimensions et causer des dégâts irréversibles.

Et de manière générale, tout ce qui est synonymes de changements de statuts ou de rôle peut aggraver les vulnérabilités ou leurs risques.

Pour **Leone Frédéric** et **Vinet Freddy** dans leur article de novembre 2016, *la vulnérabilité, un concept fondamental au cœur des méthodes d'évaluation des risques naturels*, la pauvreté est la première cause des différents types de vulnérabilités, mais à contrario, les pays disposant des hautes technologies sont aussi exposés aux vulnérabilités et donc « la vulnérabilité n'est pas la stricte fonction inverse du degré de développement », ce qui fait que peu importe le niveau de développement, les pays sont tous exposés aux vulnérabilités mais à des stades différents et de types différents. On ne peut pas associer les vulnérabilités aux pays sous-développés uniquement, car celle-ci touche aussi les pays les plus développés, on ne peut y échapper, mais la différence réside dans la capacité du pays ou du gouvernement à les contourner et les surpasser ou même les supprimer.

C'est pour ces raisons là que jusqu'à aujourd'hui, le paradigme de vulnérabilité est toujours sujet de débat, et demande plus d'approfondissement et d'études.

2. Origine de la vulnérabilité économique

Un pays se développe grâce à une multitude de facteurs, qu'ils soient matériels ou immatériels, le développement ne peut se faire ou reposer sur une seule dimension ou un seul facteur. Ainsi, beaucoup de pays se basant sur une seule activité économique ou dépendent seulement d'une ressource naturelle, est l'une des raisons qui font que leur économie soit une économie vulnérable, tel que l'Algérie et de nombreux autres pays notamment africains. Mais aussi, les crises économiques mondiales, ont un impact considérables et non des moindre sur l'économie d'un pays s'il ne dépend que d'une seule ressource.

2.1. Les facteurs de développement économique

Selon la définition de François Perroux sur le développement qui stipule que c'est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire accroître cumulativement et durablement son produit réel global. On comprend que les facteurs du développement économiques ne sont pas seulement basés sur les facteurs de la croissance économique et d'une manière quantitative tel qu'il a été vu dans certaines théories de développement et de croissance économique. Ainsi les facteurs de développement sont le regroupement de facteurs matériels et immatériels :

2.1.1. Les facteurs matériels

On peut distinguer certains facteurs comme suit :

- Les infrastructures ; malgré le fait que ce n'est pas les énormes grades ciel qui montrent qu'un pays est développé mais les infrastructures de bases sont importante pour le bon fonctionnement de l'économie mais aussi pour le bien être de la population qui est aussi l'un des éléments de classement de degré de développement d'un de pays, à savoir, les routes, autoroutes, les hôpitaux, les établissement scolaires et universitaires, centres de formations, centres de loisirs.. etc.
- Les institutions gouvernementales et politiques : des instituions bien structurés et agissant avec toutes transparence mais surtout sui élaborent des projets de développement tout en tenant compte des spécificités d'un pays est importante pour une bonne stabilité politique et la bonne gestion gouvernementale.

- Le financement : le financement est l'un des facteurs de développement les plus importants, avoir la capacité de financer les projets de développement évite le surendettement extérieurs. Le surendettement conduit à une dépendance extérieure importante et dangereuse pour un pays, car elle conduit aussi à d'autres dépendances qui peuvent devenir ingérables, et cela conduit bien évidemment à la fragilisation du tissu économique d'un pays et à des vulnérabilités considérables qui freinent le développement économique du pays, tel que l'a connu l'Algérie dans les années 1970.
- La diversification économique : qui est considéré comme un objectif à atteindre mais aussi un facteur de développement économique.

2.1.2. Les facteurs immatériels

Les facteurs immatériels sont plus des facteurs sociaux. Un pays a besoin de ressources humaines able à accepter le changement mais aussi compétente et bien formé. La société joue un rôle considérable dans le développement économique d'un pays.

2.2. La malédiction des ressources naturelles

Suite à une dépendance effrénée de l'extérieur notamment financière, sont aussi générés par la dépendance à l'exportation d'une seule ressource naturelle qui est les hydrocarbures pour l'Algérie et nombreux d'autres pays.

La dépendance aux hydrocarbures, conduit à ce qu'on appel la malédiction des ressources naturels ou le syndrome hollandais alors que durant longtemps les ressources naturelles ont été vu comme un point important permettant le développement. Mais pour ce qui été des pays sous-développé et même du cas de la hollande qui n'en est pas un avait vu son économie basculer. Ainsi, selon Ignacio ROMONET, la nouvelle richesse des nations est la matière grise et non plus la production des MP et que ce qui était vu comme atouts avant (MP, Territoire...) sont vu aujourd'hui comme des handicaps.

Elle est le résultat de conséquences négatives de la dépendance aux ressources naturelles. La malédiction des ressources naturelles, telle que définit par Sachs et Warner, est la corrélation négative entre l'abondance en ressources naturels et la croissance du PIB. Selon ces deux auteurs, les pays ayant une plus grande quantité de ressources naturelles tendent à croître

moins vite que les autres et c'est là où réside le concept de malédiction de ressources naturelles. (Cours de Mr CHALLAL 2020).

Par ce fait on peu comprendre que la vulnérabilité économique d'un pays est le résultat de sa dépendance extérieur qu'elle soit financière ou autre, mais d'autres facteurs rentrent en jeu, historique, sociales et économiques qui contribuent à fragiliser le tissu économique d'un pays.

Section 2: Définitions du concept de vulnérabilité économique

Le paradigme de vulnérabilité est multidisciplinaire, il est utilisé dans plusieurs dimensions, le mot en lui-même a une définition, puis cette définition est adaptée au domaine étudié. Ainsi on peut regrouper un nombre de définitions autour de ce paradigme et on peut les classer sous deux catégories : les définitions du concept et les définitions économiques du concept.

2.1. les définitions du concept vulnérabilité en lui-même

- L'étymologie du concept de vulnérabilité vient du latin « *vulnerare* » qui signifie blesser, endommager porter atteinte, faire mal, froisser dont les synonymes sont fragilité ou sensible. La vulnérabilité est le caractère de ce qui peut être attaqué blessé endommager »³.
- Pour Claude martin dans l'article « *penser la vulnérabilité, les apports de Robert Castel* »⁴ dit qu'être vulnérable c'est être exposé à des menaces externes plus ou moins prévisibles. (p-3), et R.Chambers dans le même article, stipule que la vulnérabilité est un concept probabiliste, il saisit la relation ou la proximité d'un sujet avec un dommage. (p-3), et que dans la littérature nord-américaine, les vulnérables sont des personnes dont les ressources économiques sont insuffisantes. (p-5)
- Selon **Hélène Thomas**, la vulnérabilité représente deux notions :
 - La fêlure : la zone sensible, part où arrivera l'atteinte ;
 - La blessure : matérialisation l'atteinte.

Et ainsi la vulnérabilité désigne « une potentialité à être blessé » (p-5 de l'article de Axelle Brodiez-Dolino, *le concept de vulnérabilité*)

- Pour les sociologues-philosophes considère la vulnérabilité comme existentielle, biologique, propre à l'homme depuis la faute originelle, et avec la modernité du 19^{ème} et 20^{ème} siècle elle a été considéré comme une question maitrisable à traiter⁵, mais cela ne veut pas dire que tout est maitrisable, tel que le montre le chômage, les crises, les pandémies...

³ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Vulnerabilite.htm> actualisé le 30/11/2020 à 13 :45

⁴ <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00915581/document> actualisé le 30/11/20 à 13 :50

⁵ https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20160211_vulnerable-2.pdf 11/11/20 à 13:13

2.2. les définitions économiques du concept

- « La vulnérabilité est le caractère de ce qui est vulnérable, fragile, précaire, ce qui peut être attaqué, ce qui ne supporte pas le changement, elle touche aussi bien des êtres vivants, qu'un système socio-économiques et son degré dépend de la sensibilité de la chose face aux événements dommageables. Ce qui fait que même l'économie est un point qui peut être vulnérable »⁶.

A cet effet, plusieurs types de vulnérabilités peuvent être retenus, des vulnérabilités naturelles qui sont des fragilités environnementales, non maîtrisables, des vulnérabilités géographiques et géopolitiques qui peuvent être un facteur important dans le développement d'un pays si elles ne sont pas maîtrisées, des vulnérabilités sociales et de population qui sont à la fois liées aux vulnérabilités économiques et politiques.

Ce qui nous intéresse c'est la question de vulnérabilité économique, et les définitions qui ont pu être collectées sont comme suit :

- « La vulnérabilité économique est le risque pour un pays de voir son développement entravé par des chocs naturels ou externes »⁷.

Donc, c'est le fait que l'économie d'un pays soit fluctuante et n'arrive pas à faire face aux aléas (interne ou externe) ou même à les surmonter.

- Selon le dictionnaire Larousse, le mot vulnérabilité signifie « susceptible d'être attaqué, battu » ou « qui donne prise aux attaques morales » mais aussi « faible, qui donne prise à la critique ».⁸

Selon Salah MOUHOUBI cette définition renvoie à plusieurs concepts. L'un est lié à la sécurité nationale : lorsqu'on est vulnérable, on est susceptible d'être attaqué et même battu. L'autre est lié à la faiblesse, qui veut dire qu'être vulnérable, c'est être faible.

- Selon le dictionnaire économique la vulnérabilité se définit comme « la propension d'un système à subir des effets suite à une exposition à un aléa en fonction de sa sensibilité et de sa capacité de réponse, qui sont déterminées par l'ensemble de ses dotations en capitale physique, humain, social et institutionnel »

⁶ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Vulnerabilite.htm> actualisé le 3 1/08/20

⁷ <https://ferdi.fr/dl/df-pRYmpSMQkce3UtdjY3B9uQpy/ferdi-i9-l-indice-de-vulnerabilite-economique-retrospectif-mise-a-jour-2010.pdf> actualisé le 31/08/20

⁸ Dictionnaire Larousse édition 2005 (pp 454)

- GALLOPIN en 2006 affine cette définition en proposant deux composantes de la vulnérabilité « la vulnérabilité est la propension d'un système à subir des transformations significatives en conséquences de ses interactions avec des processus ou évènements internes ou externes » selon GALLOPIN la vulnérabilité résulte de deux facteurs :
 - La sensibilité : c'est le fait d'être transformé par un choc ou une perturbation
 - La capacité de réponse : c'est la capacité de résister aux perturbations et gérer les conséquences des transformations.

Cette faiblesse peut avoir plusieurs causes et revêtir plusieurs aspects. La vulnérabilité peut être aussi « au-dedans » comme aussi elle peut être liée « au-dehors ».

Section 3 : typologie des vulnérabilités

La vulnérabilité telle qu'elle a été déjà défini nous renvoie à des dangers colossaux et des fois irréversibles, par exemple les vulnérabilités naturelles. La vulnérabilité en économie nous renvoie à des dangers imminents qu'il faut prendre en considération et auxquels il faut chercher des solutions, l'exemple des glissements de terrain dans le centre-ville d'AZAZGA, celui de Ain El Hammam, des constructions sur des nids d'Oueds qui font des victimes lors des crues liés aux changements climatique. Le prospectif est une science qui permet des études liées à des visions à long terme, une information fiable est la clé d'une bonne prise de décision. Pour ce qui est de l'économie, les dépendances alimentaire et énergétique sont deux phénomènes qui mettent les pays en situation d'instabilité, politique et sociale.

Ainsi, La catégorisation des vulnérabilités est importante pour un pays pour pouvoir les détecter facilement et les apprivoiser, le classement par la suite différent d'une approche à une autre et d'un domaine d'étude à un autre.

De ce fait, on peut prendre la classification classique qui est utilisé par les économistes et les institutions mondiales, à savoir les vulnérabilités internes et les vulnérabilités externes.

3.1.Les vulnérabilités d'ordre interne :

Les vulnérabilités d'ordre interne sont des vulnérabilités qui touchent la structure économique et systémique interne du pays, certaines d'entre elles peuvent être maîtrisables et relève d'une bonne gouvernance tel que les vulnérabilités institutionnelles mais d'autres relève beaucoup plus des capacités d'innovations et même financières tel que les vulnérabilités géographiques et naturelles. Ces vulnérabilités peuvent être classées sous les plans suivants :

- Physique ou géographique ;
- Economique ;
- Infrastructures ;
- Politique.

3.1.1. sur le plan physique/ géographique

Ce sont des vulnérabilités plus facile à cerner, mais plus difficile à surmonter car on ne peut changer la morphologie de son territoire.

Tout d'abord, sur le point du territoire plus il est vaste plus il est difficile à gérer, ce qui constitue de nos jour un énorme frein au développement, et il peut être sujet à des violences extérieur et au vol de terrains, du coup les efforts physiques et financiers à y déployer deviennent de plus en plus élevé et la protection militaire des frontières est primordiale pour se protéger des dangers extérieurs et de l'immigration clandestines ou d'autres aspects de malfaiteurs.

Ensuite, la position géographique peut aussi constituer un atout ou une faiblesse pour un pays. Pour ce qui est de l'Algérie, elle occupe une position stratégique importante en vue de son échange avec l'Europe, mais elle est aussi une faiblesse du fait qu'elle constitue un tremplin pour l'immigration clandestine en provenance de l'Afrique sub-saharienne.

De cela, chaque pays et sa position qui peut s'avérer un atout ou au contraire une faiblesse ou même les deux, mais les cerner est important pour réduire les vulnérabilités, mais les délaissier pourraient avoir un effet inverse et les faires croître, et faudra élaborer de bonne solutions et de savoir approcher le probleme pour mieux le résoudre.

Enfin, la population, peut aussi constituer une vulnérabilité de taille, pour le cas des pays du tiers-monde elle constitue un énorme frein au développement en vue de sa taille qui dépasse les capacités des gouvernements à subvenir aux besoins qu'elle engendre, et cela les rends encore plus vulnérables, leurs économies ne peut absorber la demande de la population sur le marché de travail et même au niveau des infrastructures sanitaires et éducatives, certes un pays qui dispose d'une jeunesse de la population est un atout, mais il faut avoir aussi les moyens de leurs fournir tous les dispositifs requis pour leurs épanouissement, notamment l'accès facile au marché de travail, une bonne qualité de vie et même des moyens de divertissements efficaces, pour les infrastructures sanitaires prenant l'exemple de la crise sanitaires dont le monde fait face aujourd'hui, les hôpitaux manquent de moyens matériels et immatériels pour y faire face, d'après le témoignages vues par certains cadres du corps médical. Et c'est à partir de ce genre de manque que né l'instabilité sociale, l'insécurité et même la dégradation du niveau de vie qui poussent de nombreux jeunes à avoir recourt à une migration clandestines mettant en péril leurs propres vies.

Mais il faut aussi mettre au point que la vulnérabilité du point de vue démographie, ne touche pas uniquement les PSD mais aussi les pays développés, notamment certains pays développés tel que le Canada, la Russie et l'Allemagne mettent en place des politiques natalistes ou même font appel à la jeunesse étrangères en vue de leur manque de jeunes, donc la démographie est un sérieux problème à ne pas négliger. Une forte population où réside une diversité culturelle et religieuse peut aussi mener à des désaccords et des tensions sociales qui empêchent l'avancement de ces pays et d'arriver au développement grâce aux changements mentaux et sociaux tel que François Perroux l'a stipulé. Exemple ; le Soudan et le Nigeria.

Une absence d'homogénéité de la société et de la répartition inégale de la population renforce les vulnérabilités d'un pays.

3.1.2. Sur le plan économique :

Les vulnérabilités économiques sont liées aux stratégies employées, donc ce sont des vulnérabilités aussi liées à la politique du pays.

Les vulnérabilités économiques peuvent résulter de :

- **d'une incohérence de politique économique** : donc l'échec d'une politique économique ou le manque de volonté politique renforce les vulnérabilités, l'échec réside également lorsque la croissance économique est principalement soutenue que par les dépenses publiques mais aussi la dépendance extérieure ou aussi d'une ressource naturelle qui a bien prouvé des limites dans de nombreux pays, tel que le syndrome hollandais qui n'ont pas permis le développement des pays du Sud contrairement de l'Occident par exemple les exportations des hydrocarbures depuis 1981 occupent une importante place voire la totalité de 98%, MOUHOUBI stipule que « une économie non fiable et dépendante de l'extérieur est aux antipodes du développement durable mais aussi des exigences de la sécurité nationale dans sa globalité »⁹.
- **D'un déséquilibre régional**: qui est liée à l'absence d'une politique d'aménagement du territoire, liée aux échecs des programmes politiques, cela engendre du chômage et donc accentue les tensions sociales, ce qui mène l'Etat à déboursier d'énormes sommes publiques, l'Etat algérien essaye de combattre les inégalités avec des politiques régionales

⁹ MOUHOUBI Salah, « les vulnérabilités : cas de l'Algérie » édition ENAG, Alger, 2008 p37

très active, mais l'Etat doit rationaliser ses dépenses car les programmes pour le développement régional sont coûteux pour subsister indéfiniment,

- **Des ressources humaines** : il y a une relation entre le niveau d'éducation et le niveau de développement, plus une population est bien éduquée (une éducation de qualité) plus un pays se développe, le problème d'ailleurs de l'Algérie est qu'elle débourse énormément de budget pour le système éducatif et supérieur mais pour un résultat non efficace et inefficace, elle est plus dans la quantité que la qualité, ce qui débouche sur une population non bien formée ou éduquée, ce qui fait qu'en Algérie la pauvreté du système éducatif et de l'enseignement supérieur comprend une vulnérabilité économique à ne pas négliger, rajouté à cela tous les jeunes diplômés en plus de ceux qui ne sont pas diplômés qui se retrouvent sans travail démontre l'incapacité du pays à mettre en place une politique monétaire et budgétaire qui aide à réduire le taux de chômage et de l'absence de projets réels pouvant absorber la demande de travail et cela est dû à sa dépendance aux hydrocarbures et la non diversification de l'économie.

Cette vulnérabilité encourage plus la fuite des cerveaux et crée une hémorragie des cadres qui représentent deux grands problèmes pour le pays, car si on débourse des budgets colossaux pour former une société et à la fin on leur offre pas d'opportunités de travail à leurs justes valeurs, d'autres pays en profiteront, des millions d'étudiants et de médecins quittent le pays pour chercher de meilleures opportunités à l'étranger notamment en France. Ce qui nous amène à dire qu'une mauvaise GRH renforce les vulnérabilités d'un pays, car sa population est le carburant qui fait fonctionner son économie et la GRH reste une clef qui peut les faire diminuer.

- **La dépendance extérieure** : pour certains elle est le reflet de la vulnérabilité, elle est mesurée par la flexibilité d'économie et cela par le volume des opérations du commerce extérieur par rapport au PIB, plusieurs formules et opérations mathématiques interviennent. Elle est le reflet de la vulnérabilité structurelle des économies faibles, non performantes et déstructurées des pays. Peu importe la dépendance, elle rend le pays vulnérable mais à des degrés différents et des impacts différents, il faut pouvoir avoir une économie diversifiée.
- **Le manque de vision** : c'est une lacune qui renforce les vulnérabilités et qui fait partie du rôle de l'Etat, c'est à elle de fixer la vision stratégique et les objectifs à atteindre. Donc une stratégie de développement doit être minutieuse et bien précise pour pouvoir réduire

les vulnérabilités et surtout doit être centrale et sur le long terme et l'Etat y joue un très grand rôle.

3.1.3. Sur le plan des infrastructures :

Le manque d'infrastructures nécessaire a un impact considérable et constitue des vulnérabilités sur le plan politique, économique et surtout sociale.

Sur le plan économique le manque d'infrastructures ralentit la croissance et les échanges deviennent difficile, constitue un frein à la mobilité de la population et marginalise certaines régions. Leurs manquent affaiblit l'autorité de l'Etat sur un territoire vaste et peut réduire la sécurité national. Sur le plan sociale, elles rendent difficiles la communication des régions entre elles et diminue l'esprit de solidarité.

3.1.4 Sur le plan politique :

L'Etat de droit et la bonne gouvernance sont deux points qui réduisent fortement les vulnérabilités, ils permettent d'avoir une stabilité politique et d'avoir un faible taux de corruption. La bonne gouvernance si on prend sa compréhension la plus simple, c'est le fait qu'il y a une réalisation et réussite des réformes en général et économique en particulier et qu'il y ait une transparence total dans leurs comportements, et pour l'Etat de droit c'est le fait que les citoyen jouissent pleinement de tous leur droit peut importe leurs croyance, culture ou autre et qu'ils puissent vivre librement et en harmonie dans leurs propre pays ou autre.

3.2. Les vulnérabilités d'ordre externe:

En plus des vulnérabilités économiques internes auxquelles fait face un pays, il est aussi confronté à de multiples aléas externes qui constituent un bon socle de vulnérabilités externes.

Les pays qui n'ont pas diversifiés leurs économie et dépendent d'une seule source de financement de leur économie se retrouvent vulnérable face aux fluctuations des prix de cette ressource, ce qui est le cas notamment des hydrocarbures.

La position géographique peut constituer un obstacle si elle n'est pas contrée ou dépassée par le pays et c'est un obstacle inévitable mais qui peut être maîtrisé, par exemple ne pas avoir un privilège en ressources naturelles, ou être un pays enclavé, qui n'a pas accès à la mer ce qui réduit un moyen de transport ou même un apport en ressources maritimes.

On a aussi les menaces extérieures qui dépendent de la capacité et la qualité de protection des frontières avec les menaces extérieures, tel que les guerres, l'immigration clandestine et le trafic d'armes et de stupéfiants

Mais aussi les institutions internationales (OMC, FMI, BM) peuvent constituer des freins, quand elles imposent des plans de développement tel que le P.A.S et des conditions de fonctionnement pour faire face à la mondialisation. La mondialisation est vue également comme obstacle car elle impose un mode de fonctionnement et des règles différentes des anciens systèmes, il faut être très compétitif pour avoir des parts de marché mais aussi faire face à l'innovation qui est source de développement aujourd'hui.

En plus de cela les crises mondiales qu'elles soient économiques, financières ou sanitaire constituent un obstacle direct et révèlent le plus souvent les vulnérabilités des pays et les aggravent. Elles ont un impact direct ou indirect sur les Etats et là qu'ils soient développés ou non, certaines peuvent être moins graves que d'autres.

Section 4 : la mesure des vulnérabilités

Peut-on mesurer la vulnérabilité ?

Pour les sciences sociales cela est impossible et ce n'est que certains indicateurs qui peuvent déterminer la vulnérabilité d'un pays ou d'un domaine, néanmoins des méthodes ont été utilisées à travers diverses données pour aboutir à des résultats.

Ainsi pour les sciences économiques, dans le rapport *vulnérabilité : état de l'art sur le concept et méthodologie d'évaluation*¹⁰ on procède par identifier un groupe de facteurs possible à partir d'une liste globale, et cela dans le but de :

1. Pouvoir expliquer en partie la variance sur la vulnérabilité ;
2. Pouvoir être déterminés à partir de données accessibles en un temps limité et pour le coût faible voir nul ;
3. Pouvoir être influencées par les actions de communications sur le risque ou par l'adaptation de mesure de protection y compris celles pouvant limiter l'aléa ou ses conséquences.

Polsky et al(2003) (toujours dans le même article) propose une méthode de 8 étapes pour évaluer les vulnérabilités à partir d'indicateurs :

- 1- Définir la zone d'étude de lien avec les parties prenantes ;
- 2- Prendre conscience de la zone d'étude et de contextes ;
- 3- Répondre à la question « qui est vulnérable à quoi ? » ;
- 4- Développer un modèle causal de vulnérabilités ;
- 5- Trouver des indicateurs pour les composantes de la vulnérabilité ;
- 6- Pondérer et combiner les indicateurs ;
- 7- Envisager la vulnérabilité futur ;
- 8- Communiquer de manière créative sur la vulnérabilité.

D'autres auteurs parlent aussi d'indices de vulnérabilité économique, IVE ou EVI en anglais, et cela pour pouvoir définir les degrés d'obstacles qui entravent le développement et les

¹⁰ <http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-57471-FR.pdf> 05/11/20 17 :44

capacités de résilience des pays. « L'IVE remplace l'indice de diversification économique utilisé depuis 1990 et il a été révisé entre 2006 et 2009. »¹¹

Selon Joël CARIOLLE dans son article ¹² publié pour le FERDI, « la vulnérabilité économique d'un pays peut être vu comme le résultat de 3 composantes, à savoir, la taille et la fréquence des chocs exogènes, l'exposition aux chocs et la résilience qui dépend de la politique économique adopté par le pays. »

L'IVE ne peut être exhaustive et rassembler tous les pays néanmoins une liste de paramètres standard a été élaboré par les Nations Unies pour mieux classer les pays selon leurs degré de vulnérabilité. Et selon les Nations Unies l'IVE est composé de huit indicateurs¹³ :

- taille de la population ;
- Eloignement ;
- Concentration des exportations de marchandises ;
- Part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le PIB ;
- Part de la population vivant en zone littorale basse ;
- Instabilité des exportations de B/S ;
- Victimes de catastrophes naturelles ;
- Instabilité de la production agricole.

Cet ensemble d'indices est divisé en deux catégories « exposition aux chocs et chocs » et cela de manière pondérée et chaque indice est composé d'un ensemble de sous indices et cela comme suit :

- Les indices d'exposition aux chocs :
 - Sous-indice de taille : par rapport à la population, une petite taille conduit à une ouverture commerciale importante ce qui expose encore plus aux chocs commerciaux ;
 - Sous-indice de localisation : éloignement ou emplacement géographique, et cela par rapport aux marchés mondiaux, donc lorsque un pays est enclavé ou éloigné par son emplacement il est plus exposé aux risques de vulnérabilités ;
 - Sous-indice économique :

¹¹ <https://ferdi.fr/dl/df-pRYmpSMQkce3UtdjY3B9uQpy/ferdi-i9-l-indice-de-vulnerabilite-economique-retrospectif-mise-a-jour-2010.pdf> p4 29/11/2020 à 14 :11

¹² https://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp_publications/cdp_handbook_addendum_fr_jan_2014.pdf p4 29/11/2020 à 16:09

¹³ https://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp_publications/cdp_handbook_addendum_fr_jan_2014.pdf p4 29/11/2020 à 16:09

- Coefficient de concentration des exportations : un pays qui se focalise sur une quantité limitée d'exportation ou se concentre sur un nombre limité de produits à exporter est plus vulnérable et cela est liée aux chocs commerciaux qu'on développera dans le deuxième indice.
 - La part de l'agriculture, du secteur forestier (sylviculture) et de la pêche dans le PIB : même si le secteur agricole est important pour l'autosuffisance alimentaire, mais en dépendre devient problématique car il expose le pays à des vulnérabilités importantes car ce secteur et sa récolte dépend des changements climatiques qui échappent au contrôle de l'homme.
 - La part de la population vivant en zone littorale basse : qui est un indice environnemental, il montre le degré de vulnérabilité économique lié à l'environnement.
- Les indices de chocs :
 - Les chocs commerciaux : lorsqu'il y a des déséquilibres d'exportation de biens et services, et cela est dû aux fluctuations des prix mais aussi de l'offre et de la demande ou même des chocs internes tels que les catastrophes naturelles et climatiques.
 - Chocs naturels : les pays à faible revenu sont fortement impactés par les catastrophes naturelles, la sécheresse ou les instabilités de la production agricole et impactent négativement le développement économique du pays.

Note : les composantes ou l'appellation des composantes de l'IVE changent selon les auteurs et ici on a essayé de jumeler les différentes catégories de la meilleure manière qu'il soit.

Après avoir établi tout cela, chaque pays obtient un score qui sera normalisé par deux extrémités *min-max* avec lesquelles on aura des indices compris entre 0 et 100 et bien évidemment plus on est proche de 100 plus la vulnérabilité est grande.

- La procédure de normalisation :

Pour obtenir l'indice on utilise la formule suivante :

$$i = \left[\frac{\text{valeur} - \text{min}}{\text{max} - \text{min}} \right] * 100$$

Sauf pour la population qui a un rapport négatif avec l'IVE du coup la formule sera comme suit :

$$ii = [(max - valeur)]/[(max - min)] * 100$$

Ou $ii = 100 - i$

Tout en sachant que i est l'indice de la première équation et ii est l'indice de la deuxième équation.

Pour ce qui est des bornes inférieurs (min) et supérieurs (max) des montant ont été fixé par l'UNCDP (en 2009).

Comme aussi tenir compte de certains indicateurs ou paramètres pour pouvoir positionner l'économie d'un pays et sa dépendance et cela comme suit

- Le taux d'ouverture, qui est le degré d'intégration de chaque nation $\frac{X+M}{PIB} * 100$

$$PIB = \sum VA + TVA + DROIT DE DOUANE$$

X : exportation, M : importation

- Taux de couverture, c'est le rapport entre les importations et les exportations, c'est la couverture des importations par les exportations, il faut que les exportations dominent les importations $\frac{X}{M} * 100$
- Terme de l'échange, c'est le rapport entre la monnaie d'exportation et la monnaie d'importation, il faut renforcer par les prix relatifs $\frac{PxX}{PxM} * 100$
- Effort à l'importation, toutes les politiques engagées doivent aller dans le sens de l'encouragement des exportations
- Economie ouverte $\frac{1}{1-e+m}$

m : propension marginal à importer, e : propension marginal à exporter, $\frac{1}{1-e}$

économie fermée

Conclusion du chapitre

La vulnérabilité nous renvoie à la fragilité de quelque chose, ou d'un pays. Ainsi ce concept a évolué dans le temps mais il reste toujours difficile à définir concrètement du moment que bon nombre de débits lui y sont attribués.

Chaque pays présente des vulnérabilités qui lui sont propres, qu'il soit développé ou non, il est toujours vulnérable à quelques choses, tel que les aléas extérieurs ou même les difficultés internes (sociales, sanitaires et politiques), la seule différence réside dans la résilience du pays à faire face à ses vulnérabilités et les surmonter.

Il y a des facteurs qui font qu'un pays devient vulnérable et cela découle de la non réunion des facteurs de développement qui par exemple conduisent vers une dépendance extérieure tel est le cas pour l'Algérie, ou même vers la malédiction des ressources naturelles tel qu'il fut le cas pour la Hollande.

Pour être cerné, la vulnérabilité économique peut être interprétée de différentes manières et cela permet de distinguer un bon nombre de vulnérabilités qui peuvent être regroupées sous deux catégories, à savoir, internes (géographiques, politique, sociale...) et externes (crises économiques et sanitaires, institutionnel...).

Pour ce qui est des calculs des vulnérabilités économiques il est tout récent et la littérature à son sujet reste toujours minime, malgré l'élaboration de systèmes de calcul par les Nations Unies dans le but de classer les PMA, cela reste peu fiable et difficile à mettre en place.

Ainsi la question de vulnérabilité se tournera vers l'étude d'un seul cas qui est celui de l'Algérie. L'Algérie est un pays qui a énormément subi durant son développement, que ce soit au niveau interne ou externe, ainsi il faudra revenir sur les réformes et les crises qu'a connu le pays dans le chapitre suivant pour pouvoir mieux comprendre et discerner ses vulnérabilités.

CHAPITRE 2 :

L'ALGERIE : ENTRE CONSTRUCTION ECONOMIQUE ET CRISES

CHAPITRE 2 : L'ALGERIE : ENTRE CONSTRUCTION ECONOMIQUE ET CRISES

Introduction du chapitre

Depuis son indépendance, l'Algérie passe par plusieurs plans et réformes. Grâce à cela elle a fait des progrès en termes d'infrastructures et aussi de développement humain avec un indice de 0.759 qui lui fait occuper la 82^{ème} place en 2019¹⁴ (elle occupait la 85^{ème} place en 2018) mais cela reste insuffisant car depuis son économie est devenu dépendante des hydrocarbures et ce qui est toujours le cas.

Ainsi nous allons voir dans ce présent chapitre les principaux plans et réformes auxquelles l'Algérie a eu recours et les différents chemins suivis par les différents gouvernements algériens et comment elle a été touchée par des crises internes et externes mais surtout comprendre les échecs à répétitions où la réussite est infime.

Si on fait bilan de l'économie algérienne de 1962 à aujourd'hui on peut en distinguer 2 grandes périodes :

- De 1962 à 1989 : de l'autogestion à une économie socialiste en passant par les industries industrialisant et plusieurs autres plans ;
- Des années 1990 à aujourd'hui (2020) : une période d'ouverture et de transition vers l'économie de marché et les accords conclu avec le FMI, cette période peut être subdivisé en 2 parties : de 1990 à 2009 et de 2009 à 2020.

Et à travers ces deux périodes, on peut très bien détecter les atouts et les faiblesses de l'économie algérienne et donc pouvoir comprendre la vulnérabilité de son économie.

Et du coup dans la première section nous allons voir la période socialiste du développement économique algérien, dans la deuxième section la période de transitions vers l'économie de marché et dans la troisième section nous allons voir les différentes crises qu'elles soient internes ou externes. Cette étape va nous permettre de mieux comprendre et mieux cerner les facteurs qui ont conduit l'économie algérienne à être vulnérable et pourquoi après tant d'années et depuis son indépendance les réformes et les plans mis en place n'ont été qu'une succession d'échecs.

¹⁴ <https://www.algerie-eco.com/> consulté le 12/10/20 à 19 :32

Section 1 : la période socialiste : de 1962 à 1989

Après son indépendance l'Algérie devait se reconstruire, malgré certaines bases laissées par les colons, certaines infrastructures tels que les écoles, les hôpitaux, la protection des parcs nationaux, l'entretiens de l'agriculture et le développement de l'exportation du vin et autres cela n'a pas pu être suffisant, un peuple analphabète ou illettré et qui sombre dans la pauvreté et dont les femmes ont sacrifié leurs bijoux de valeurs pour l'aide à la reconstruction du pays qui manquait énormément de ressources , manque de dirigeant ou conflits de chef de tête, manque d'Elite ...etc. l'Algérie était dans l'urgence d'une reconstruction complète de son pays, de son économie, à cet effet, elle opte pour l'autogestion et la planification qu'elle trouve meilleur chemin pour le développement d'une justice sociale. « Pour Karl MARX, LOST et plein d'autres socialistes il ne peut y avoir de développement sans industrialisation. Tous les économistes s'accordent à dire que l'industrie est un secteur structurant et don un moyen de développement »¹⁵.

Avec la charte du 16 au 20 avril de 1964 l'Algérie a refusé l'aide du FMI¹⁶ et a opté pour le socialisme russe, et cela par principe de refusé tout système similaire à celui des colons¹⁷. Mais en optant pour ce type de système l'Algérie se crée une faiblesse, fonder une économie et des lois sur la base religieuse, de ses début elle n'a pas su faire la part des choses, et séparer la religion de la sphère économique et politique.

Ainsi la période socialiste est d'abord précédée par l'autogestion et le plan triennal et à leurs échecs, l'économie algérienne est rentrée dans l'économie socialiste avec les plans quadriennale et quinquennaux.

¹⁵ Idée tenu du livre de BENISSAD, « de la planification socialiste à l'économie de marché » éd ENAG, Alger 2004

¹⁶ M.E. BENISSAD, « économie du développement de l'Algérie, sous développement et socialisme », éd ECONOMICA, Paris 1982, p-19

¹⁷ Idée retenu du livre de BENISSAD, « de la planification socialiste à l'économie de marché » éd ENAG, Alger 2004

1.1.L'autogestion : de 1962 à 1967

Au lendemain de l'indépendance l'Algérie devait faire face à toutes les péripéties qui pouvaient toucher son pays et du coup elle opte pour plan d'urgence qui est l'autogestion et cela que ce soit dans le secteur agricole et industriel, mais cela avec des investissements vraiment modestes, et le secteur secondaire n'occupe pas une place importante (12.5%) et les exportations ne génèrent que des revenus modestes.

L'autogestion signifie que l'Etat procède à la récupération des domaines des colons pour les gérer d'elle-même mais l'insuffisance des moyens matériels et financiers ont entraîné une baisse de production. Elle vise à responsabiliser aussi les travailleurs et développer les zones rurales et moyen d'obtenir la paix sociale en vue de l'état du pays après l'indépendance.

Les terres agricoles récupérées par l'Etat peuvent être résumé dans le tableau suivant :

Tableau N°1 : structures des exploitations autogérées en 1965

superficie	nombre	surface totale en ha	% du secteur socialiste
moins de 10 ha	67	3.730	0,16
100 à 500 ha	683	213.130	9,14
500 à 1000 ha	620	447.715	19,19
1000 à 2000 ha	510	711.155	30,49
2000 à 5000 ha	286	812.755	34,83
plus de 5000ha	22	144.375	6,19
Total	2.188	2.332.286	100.

Source : https://www.persee.fr/doc/medit_0025-8296_1968_num_9_2_1274 p-141 le 30/11/20 à 15 :47

Mais le secteur autogéré connaît très vite des limites suites au manque de moyens matériels et financiers dont souffrent le jeune Etat indépendant, ce qui a provoqué une baisse de la production agricole.

1.2. Le plan triennal et quadriennal : de 1967 à 1977

La période de 1967 à 1977 est connue pour ses plans de reconstruction de l'économie :

1.2.1. Le plan triennal de 1967 à 1969 :

c'est un plan destiné à faire le point d'abord sur les séquelles laissées par 130 ans de colonisation et de 7 ans de guerre de libération, il s'agit d'un plan improvisé pour trouver des solutions au départ des colons des fermes agricoles qu'ils occupaient, de la destruction de la maigre infrastructure économiques qui a été détruite par l'OAS. Une structuration sectorielle s'imposait.

Cette période est caractérisée par un effort de type capitaliste par un pouvoir autoritaire et un schéma centralisateur mais collectiviste. C'est à cette période qu'il y a eu un effort ou un début d'industrialisation, pendant cette période les hydrocarbures étaient la propriété française, le gouvernement opte pour le seul moyen dont il dispose pour financer les programmes industriels. Parmi ses objectifs, la valorisation des ressources du sous-sol et du secteur des hydrocarbures, le développement des industries de base puis légères, et le développement de la formation et l'éducation. Pendant cette période, l'État était en construction sur tous les plans, plusieurs coopérants ont contribué à bâtir l'économie, le secteur de l'éducation, l'agriculture et autres.

1.2.2. Le premier plan quadriennal de 1970 à 1973 :

Le premier plan quadriennal représente le point de départ de la planification socialiste (autoritaire et centralisatrice), c'est une période qui caractérise la rupture avec l'autogestion et l'installation de la révolution agraire, qui est mise en place en 1971 avec les séries de nationalisations, donc l'Etat a nationalisé toutes les terres publiques et fondations religieuses (waqfs), mais aussi les terres sans propriétaires et des non exploitant, également les héritiers qui ont abandonnés leurs terres.

1.2.3. le deuxième plan quadriennal de 1974 à 1977 :

Cette période est celle où les hydrocarbures ont connu la nationalisation ce qui explique un fort investissement dans ce secteurs mais aucun résultat encourageant, sans aucune efficience et productivité, des investissements qui ont généré un surcroit de dépenses et des retards coûteux.

Pour ce qui est des investissements de cette période on peut les résumer dans le tableau suivant :

Tableau N°2 : la part en % de l'investissement de chaque secteur par rapport à l'investissement global en terme de ce qui a été prévu et accordé

Secteurs	1er quadriennal		2ème quadriennal	
	prévu	Accordé	prévu	accordé
Agricultures, hydraulique, pêche	18	14	15	10
dont l'agriculture	10	8	11	5
Industries, hydrocarbures	44	53	44	53
dont les hydrocarbures	16	23	18	20
Infrastructures sociales	31	25	29	27
Autres	7	8	12	10
Total	100	100	100	100

Source : cours Mr Sahali 2019/2020

A travers ce tableau on peut constater que le secteur des hydrocarbures a eu la plus grande part des investissements et cela en raison de sa nationalisation en 1972, et que l'agriculture et les infrastructures sociales ont été mise un peu à l'écart, et cela sous le slogan que les industries sont le moteur de tout économie. Tout en tenant compte que le secteur secondaire a généré de forte dépenses allant jusqu'à 88.7% durant le plan triennale et qui ont légèrement diminué à 78% entre 1978 et 1979¹⁸.

Cette concentration d'investissement dans les hydrocarbures est expliquée par les industries industrialisantes.

¹⁸ Chiffre : H.BENISSAD, « l'Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004 », éditions ENAG, Alger 2004 pp14-15

1.2.3.1. Les industries industrialisantes

- **Définition :** les industries industrialisantes est une stratégie de développement établi par DEBERNIS, elle consiste à avoir un effet d'entraînement sur l'économie entière en installant les industries lourdes puis les industries légères tout en assurant une interrelation entre les différents secteurs ce qui mène à ce qu'on appelle le noircissement de la matrice.
- **Objectif :**
 - ✓ La volonté du renforcement des structures internes ;
 - ✓ Arriver à un fonctionnement autonome de l'économie ;
 - ✓ Articulation entre les différentes branches et les différents secteurs.
- **les moyens nécessaires à sa mise en place :**
 - ✓ forte main d'œuvre et des cadres qualifiés ;
 - ✓ forte capacité financière et accumulation rapide du capital ;
 - ✓ Etatisation de l'économie ;
 - ✓ Technologie sophistiquée.
- **Limites de la stratégie :**
 - ✓ Ce type de stratégie est très couteux pour un pays qui vient de sortir de la colonisation et qui a besoin de construire une économie solide ;
 - ✓ L'Algérie a du importer la main d'œuvre qualifié et la technologie nécessaire ce qui augmente la facture des importations ;
 - ✓ La seule source de financement sont les hydrocarbures ce qui est insuffisant a ce stade et mène vers un endettement extérieurs

Aux yeux d'ailleurs de B.Abdesselam «le gaz et le pétrole sont les moyens d'obtenir de l'argent à accumuler pour le développement ».

- **Conséquence de l'échec de cette stratégie :**
 - ✓ Endettement excessif et manque de source de financement ;
 - ✓ Désindustrialisation à partir de 1980 ;
 - ✓ Destruction de la petite entreprise artisanale ;
 - ✓ Agriculture vivrière ;
 - ✓ Inégalité régionale au développement ;

- ✓ Nouveau mode de consommation ce qui engendre une occidentalisation de la société et mène à la négligence de la production locale ;
- ✓ Dépendance aux hydrocarbures ;
- ✓ Stagflation (situation de chômage et inflation) ;
- ✓ Vulnérabilisations de l'économie algérienne.

De 1962 à 1963 les exportations étaient assurées à 33% par l'agriculture mais dès 1970 le relai a été pris par les hydrocarbures avec les plans mis en place et progressivement les hydrocarbures occupent une place importante au détriment de l'agriculture, et le secteur va connaître un fort déclin poussant l'augmentation des recettes d'importations des produits agricoles face à une demande croissante de la population.

Aucun plan n'a été achevé jusqu'au bout, au moindre problème ou changement de gouvernement il y a eu un changement de plan et de trajectoire à suivre, aucun centre de suivie et de contrôle n'a été mis en place. **Pourquoi les gouvernements ne sont jamais allés jusqu'au bout des choses ?**

1.3. la période 1978 à 1989 et Les plans quinquennaux planification orientative

A partir de la fin des années 1970 et début des années 1980, on assiste à un déclin du système de planification dans le tiers monde et l'Algérie n'y échappe pas, alors l'économie du pays rentre dans de réelles difficultés

La quête d'une croissance équilibrée de 1980 à 1989, à l'échec des industries industrialisantes, devient la priorité du gouvernement, il fallait trouver un autre moyen de développement nécessitant un recours à un autre modèle plus souple et surtout opter pour une croissance équilibrée, qui engendre la distribution équilibrée des investissements et qui ne feront pas négliger certains secteurs tel que l'agriculture, l'hydraulique, les infrastructures etc.

A cet effet, il y a eu l'utilisation de la "corporate gouvernance" et des choix technologiques moins coûteux. Ainsi le planificateur se soucie plus de la demande intérieure que mondiale, ce qui veut dire qu'il cherche d'abord à satisfaire les besoins locaux avant ceux du marché international, mais tout en sachant que le détenteur de la ressource naturelle doit l'exploiter à un rythme régulier et constant pour éviter sa disparition et du coup ne doit pas compter que sur elle comme source de financement comme c'est le cas en Algérie, et cela rend aussi vulnérable son PIB qui dépend des prix du pétrole en monnaie étrangère, ce qui explique l'effondrement d'une économie dirigée et basée sur les prix du pétrole.

Abdeslam souligne que le régime après la mort de BOUMEDIENNE, « utilise le pétrole et accumule des dettes pour financer une consommation présente et le plus souvent superflue »¹⁹ donc il faut favoriser une consommation qui dépend d'investissements productifs

Pour cette période, des objectifs ont été fixé à savoir :

1. Couverture urgente et rapide des besoins primaires ;
2. Réduction de la dépendance extérieure ;
3. Préparation d'une économie et une vie après pétrole ;
4. Prise en charge du secteur privé locale ;
5. Encourager le partenariat étranger ;
6. Encourager les petits projets ;
7. Rejeter les thèses natalistes.

La croissance balancé des deux plans quinquennaux à eu 3 effets²⁰ :

1. Absence d'un marché domestique et prédominance d'une économie traditionnelle de subsistance ;
2. Ouverture vers l'économie mondiale et division du travail ;
3. Effort soutenu sur les micro-investissements.

Ce qui a été suggérée pour sortir de l'économie traditionnelle est de passer vers des investissements horizontal/complémentaires dans l'industrie légère pour créer des revenus supplémentaires et jusqu'à maintenant le marché reste interne étroit.

Mais les conditions nécessaires à ce type de stratégie n'ont pas été réunies, l'Algérie avait un taux de change fixe et des prix administrés).

Ainsi l'économie algérienne demeure très sensible aux chocs extérieur ce qui influe négativement sur son économie. En plus d'un secteur public non productif qui se base sur les infrastructures handicapés le secteur public productif de prendre son élan et cela en absorbant tous les fonds accumulés et tout cela renforce les vulnérabilités du pays.

Il faut savoir que ce ne sont pas les bâtiments, le luxe, le design visuel qui fait d'un pays, un pays développé, il y a bien plus d'aspects plus profonds, le reste n'est que cerise sur le gâteau.

¹⁹ Chiffre : H.BENISSAD, « l'Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004 », éditions ENAG, Alger 2004. p33-31

²⁰ Idem p32

En mai 1989, un stand by a été secrètement négocié et conclu avec le FMI, sous conditions de laisser le cours du dinar continuer son glissement, à éponger le déficit budgétaire et à assouplir le régime des prix.

Au début, un autre accord a été envisagé, mais il fut annulé sur de fausses estimation d'une susceptible guerre du golf ce qui prévoyait une hausse des prix du pétrole allant jusqu'à 100\$, donc aucun prêt n'a eu lieu croyant que les prix du pétrole suffiront, mais il s'avère que les prix du pétrole ont chuté, ce qui oblige le gouvernement à revenir au FMI en 1991, avec des conditions d'économie de marché, touchant à plusieurs fonctionnalités intérieurs et opérant tout un changement sectorielle.

La restructuration sectorielle a touché plusieurs secteurs et plusieurs changements ont eu lieu.

Le secteur agricole qui lui a eu du mal à faire face au changement surtout avec l'accroissement de la population a été le premier secteur touché. La révolution agraire n'ayant pas apporté ses fruits, l'Etat engage de nouveaux dispositifs e, 1987 et la dénationalisation en 1990. L'une des raisons de la détérioration du secteur agricole est le manque de facteurs de production qu'ils soient matériels ou immatériels, dotant plus que la main d'œuvre présente est analphabète et non qualifié pour l'utilisation de techniques modernes, mais aussi la faiblesse des SAU, l'approvisionnement est monopolisé par l'Etat ce qui le rend aussi faible.

A cette effet, plusieurs actions correctives ont eu lieu de 1979 à 1987 ; à savoir :

1. La loi foncière 83-18 qui favorise l'accès à la propriété privé accompagné d'un titre de propriété, mais cette loi profite peu aux paysans pauvre ;
2. La division des surfaces agricoles en D.A.S ;
3. Début du financement de l'agriculture privée ;
4. La libre commercialisation ;
5. La substitution à l'importation dans l'élevage.

Mais en 1987, la loi 87-19 mets fin aux D.A.S et applique le droit de jouissance perpétuelle sur les terres en vue de leurs échec.

Les firmes publiques aussi ont connu une restructuration entre 1980 a 1989 et cela comme suit :

1. Restructuration organique : découpages des sociétés nationales, déconcentration régionale, contrôle effectifs ;

2. Restructuration financière à cause de l'impossibilité d'autofinancement ;
3. Autonomie et commercialité des entreprises nationales avec la loi 88-01 : une liberté d'action, négociation des salaires, plus d'intervention extérieure dans la gestion.

Toutes ses actions n'ont pas apportés de plus, au contraire elles ont causé le sous-emploi et le désajustement financier.

Le secteur privé domestique a aussi été touché par ses restructurations, qui est vu comme un mal nécessaire, ce sont des entreprises qui génèrent des profits importants ce qui développe la bourgeoisie.

La charte 76 distingue 2 types de secteurs privés : le secteur exploiteur et non exploiteur.

Et la loi 82-11 leur fixe un plafond de 30 millions et exige des entreprises qui créent de l'emploi et des substitutions à l'importation.

Tout cela montre que le secteur privé n'est pas aussi libéral qu'on le croit, les investissements privés sont constamment contrôlés et n'ont aucun réel pouvoir de décision rajouté à cela la difficulté d'accès aux terrains et aux crédits et même aux devises ce qui incite à se rapprocher du marché parallèle même si elles sont coûteuses. Ce qui laisse comprendre que le marché parallèle est encouragé par l'Etat.

Enfin, même la mentalité algérienne n'a pas cet esprit industriel et entrepreneurial.

La loi 88_25 de juillet 1988 a permis quelques libéralisations tel que l'annulation du plafonnement, le contrôle systématique de l'Etat, l'agrément est supprimé mais une liste de priorité le remplace qui est faite par la chambre de commerce.

La libéralisation se voit après de rudes contraintes et main forcée par le FMI à partir de 1991

Ainsi, cette période a aussi favorisé l'ouverture au capital étranger afin de créer des entreprises mixtes avec la loi 90-10 autorisant les investissements hors hydrocarbures en Algérie.

Ainsi, l'Etat, contrôlait tout, même les prix ce qui a favorisé l'apparition du marché parallèle, pour ceux qui ne pouvaient avoir accès à certains produits et « le marché parallèle est vu par la population comme un syndrome d'échec »²¹

Pour Adam Smith, « les monopoles vendent leurs denrées bien au dessus de leurs prix naturel »²² .

²¹ Chiffre : H.BENISSAD, « l'Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004 », éditions ENAG, Alger 2004. p63

²² Idem

Section 2 : transition vers l'économie de marché : de 1990 à nos jours

Suite aux échecs perpétuels de tous les plans entrepris pour le développement et du surendettement, le gouvernement algérien a fini par signer les accords du P.A.S et là l'Algérie s'ouvre vers l'économie de marché en acceptant toutes les conditions du plan. Mais les choses s'annoncent plus compliqué que prévu.

La période de la transition vers l'économie de marché peut être étudiée sur deux périodes, à savoir de 1990 à 2009 et de 2009 à nos jours (2020).

2.1. L'économie algérienne entre 1990 à 2009

A la veille des élections les réformateurs quitte et laisse le pays à un quasi cessations de paiement. Le gouvernement de transition n'a pas pu faire face à tous les problèmes. Les exportations reculent à grande vitesse et un étranglement financier dû selon Ghozali (chef de transition) « au démantèlement des contrats d'exportation du gaz en 1979/1980 »²³, une idée soutenu aussi par B.Abdesselam qui « n'hésite pas à écrire que le but de l'abandon du plan val.hyd était d'affaiblir l'Algérie », « dans son secteur générateur de devises et de la pousser vers les renoncements » ; pour lui »les difficultés rencontrés par l'économie et la population algériennes ne sont pas l'effet mécanique de la crise internationale. Les difficultés de paiement du milieu de 1991 ont mené à un approvisionnement défectueux en produit de large consommation, manque d'inputs qui affecte l'industrie et l'agriculture, inflation, pénurie et dépréciation du taux de change »²⁴.

A la fin des années 1990, l'Algérie engage un processus de reforme économique annoncé comme une «transition à l'économie de marché »²⁵ appuyés par un processus d'ouverture politique, l'élaboration de ce programme qui vise explicitement à soumettre l'économie aux lois de marché et en particulier à rassurer la contrainte financière sur les banques et les entreprises.

Devenu l'une des principales préoccupations du gouvernement à la fin des années 1990, la crise de la dette n'est pourtant pas la seule raison qui a poussé les décideurs à engager des

²³ Chiffre : H.BENISSAD, « l'Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004 », éditions ENAG, Alger 2004. p138

²⁴ Idem P139

²⁵ La transition désigne le passage d'un système économique à un autre, et ici il s'agit du socialisme au libéralisme.

réformes. En réalité, c'est tout le fonctionnement de l'économie qu'il s'agit de revoir. Donc on comprend que le rééchelonnement de la dette extérieure voulait être évité et l'ajustement interne mène indépendamment à une négociation financière avec les institutions internationales pour gagner du temps en attendant que l'économie se mette à nouveau à dégager des ressources, une stratégie de « reprofilage » négocié avec les différents créanciers visait à préserver la souveraineté nationale. Elle s'est heurté à la réticence des investisseurs du fait de l'incertitude liée à la conduite des réformes et de l'absence de marché financiers, pour les financiers les chocs externes n'ont fait que révéler la faillite globale du système et la nécessité de sa transformation en profondeur, elle proposait aux investisseurs institutionnels de racheter 60% de la dette pour la transformer en investissements indirects sous formes de prises de participation. Cela supposait d'accélérer les réformes afin de permettre l'ouverture du capital de certaines entreprises publiques aux apports étrangers, un appel d'offre international de participation à un crédit d'aide à l'équilibre de la balance des paiements de 1.5 milliards de dinars, lancé par le crédit populaire Algérien et dirigé par le Crédit Lyonnais n'aboutira qu'en 1992.

Ensuite, en 1992/1993 la réforme a été interrompu et remis en cause et aussi il y a eu la remise en cause de la loi sur la monnaie et crédit et l'autonomie des entreprises privées a bloqué davantage l'économie, pour qu'en 1994 et en 1995 le gouvernement algérien signe les accords du PAS, après cela elle a pu rembourser ses dettes avant échéance grâce à l'augmentation du prix du pétrole et donc de fortes recettes.

2.1.1. Les accords du P.A.S et le rééchelonnement de la dette extérieur

En 1994, en situation de cessation de paiement, le gouvernement demande le rééchelonnement de sa dette extérieure. Le faible pouvoir de négociation d'un régime sans légitimité permet au FMI d'imposer ses mesures standard d'ajustement (dévaluation du dinar, sa convertibilité dans les transactions commerciales avec l'extérieur et adoption d'un programme de privatisation). L'Algérie signe alors les accords du P.A.S en deux phases :

- Le premier accord a été signée en 1994 et nommé **stabilisation de l'économie** 'standby' qui avait duré un an ;
- Le deuxième accord a été signé en avril 1995 et nommé **facilité de financement élargi** 'FFE' qui avait duré 5 ans.

- **Objectif du P.A.S**

- ✓ « Recul de l'Etat dans la sphère productive ;
- ✓ Résorption des distorsions dans l'usage des ressources ;
- ✓ Libéralisation de la distribution domestique et du commerce. »²⁶

Les accords de rééchelonnement conclus avec les clubs de paris (1994) et de Londres (1995) apportent à l'Algérie entre 1994 et 1998 ,20 à 22 milliards de dollars d'argents frais près du quart de ce montant aurait été alloué à l'armée et aux services de sécurité aux effets meurtriers d'une guerre civile qui grève le budget de l'Etat de plus de 17% en dépenses militaires et sécuritaires, s'ajoute pour la population ceux d'une politique draconienne réduction des importations et des dépenses publiques, le gouvernement a engagé l'Algérie auprès de ses créanciers sur un plan d'ajustement structurel comprenant des mesures de stabilisations (réduction de l'inflation, stabilisation de la monnaie, libration des prix, restauration des équilibre interne et externe), considère comme un préalable à des reformes de structure.

- **Résultat du P.A.S**

Pour ce qui est du FMI, elle est satisfaite du résultat, si on se base sur les critères qu'elle mets en avant mais si on jette un œil sur la situation sociale ou même économique du pays on remarquera un totale échec, est ce une défaillance des organismes mondiaux dont les plans sont erronées ou seulement une manière de plonger encore plus les PSD dans leurs SD, d'ailleurs des notions qui sont rejetés par bons nombre d'économiste et d'auteurs.

Comme on l'a dit, le FMI est satisfait et cela pour les résultats suivant²⁷ :

1. La consommation (70%) et investissements quasi constant ;
2. Les comptes extérieurs s'améliorent en 1994 ;
3. La désinflation se poursuit après la thérapie de choc en 2000

Mais cela ne veut pas dire que tout est beau tout rose, le plan d'ajustement structurel à aussi des limites, en termes économique et sociale :

1. Le produit globale hors hydrocarbures est en déclin ;
2. Extension de la corruption ;
3. Désindustrialisation ;
4. Diminution du taux d'investissements.

²⁶ H.BENISSAD, « l'Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004 » op.cit p142

²⁷ Chiffre : H.BENISSAD, « l'Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004 », éditions ENAG, Alger 2004p199/200

Tableau N°3 : formation brut de capital fixe en % du PIB

1986	1994	1995	1996	1997	1998
32	27.3	26.9	24.8	22.9	24.8

Hocine BENISSAD, « l'Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004 », éditions ENAG, Alger 2004 p202

Mais aussi on enregistre entre 1990 et 1998 un déclin du niveau de vie et une hausse des prix alimentaires ce qui amène à un fort chômage, selon les tableaux suivants :

Tableau N° 4 : le niveau de vie en déclin et la hausse des prix alimentaires en %

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
22.7	20	25.6	24.7	41.3	30.8	19.9	5.6	5.7

Chiffre : H.BENISSAD, « l'Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004 », éditions ENAG, Alger 2004 p204

On remarque qu'en 1994 on enregistre le taux le plus élevé du déclin du niveau de vie et cela avec la thérapie de choc, mais à partir de 1996 une baisse est enregistré et cela est du certains résultats positifs du P.A.S mais aussi au début de l'augmentation du prix du pétrole.

Tableau N°5 : taux de chômage élevé

1994	1995	1996	1997	1998
32	39	39	39	39

Idem p204

La population algérienne est pauvre et 70% vivent dans la campagne, dans les zones rurales.

«La cherté de la vie, produite par l'inflation favorise une nette extension de la corruption qui participe à son tour à la concentration du revenu national et du patrimoine, à l'amplification des contradictions sociales et à la dévalorisation du travail et du gain licite »²⁸

²⁸ Chiffre : H.BENISSAD, « l'Algérie : de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004 », éditions ENAG, Alger 2004 p206

Malgré l'augmentation qualitative de la formation, l'analphabétisme est de 33.4% donc on remarque une inefficacité du système éducatif qui perdure jusqu'à aujourd'hui ce qui est jumelé à la fuite des cerveaux.

Il faut aussi souligner que la population n'avait aucun poids dans la prise de décision, le PAS a été appliqué sans consultation ou même discussion avec la société, même après aucune explication dans sa mise en œuvre, ce qui entraîne une application incomprise et opaque

2.2.De 2009 à 2020 :

À partir de 2009, une nouvelle phase de l'économie algérienne commence, on commence par l'instauration de la loi 51/49 qui ouvre droit des investissements étranger appelé IDE, avec des systèmes de contrôle pour éviter la fraude. Mais cela ne règle pas certains problèmes car les produits importés sont plus privilégiés que les produits locaux, ce qui marginalise la production locale et donc les efforts de la société local.

Les systèmes bancaires ne sont toujours pas modernes et ont des lois restrictives sur les pratiques et paradoxalement associé à une négligence.

L'Etat est toujours dans un monopole qui freine les investissements privé.

L'économie algérienne est rentrée dans une économie de marché du coup elle est en interaction avec l'économie mondiale, donc elle subit un effet négatif (indirect) de la crise de 2008, et la baisse du prix du pétrole expose encore une fois les vulnérabilités structurelles de l'économie, et malgré qu'il y est moins de revenus les importations continuent à croître du moment que le marché algérien intérieur est étroit, et que la population consomme davantage des produits d'importations, donc ici, on a des torts partagés par le gouvernement et les citoyens, le gouvernement n'emploie pas les bons moyens et les citoyens cherchent une totale prise en charge par le gouvernement.

L'Etat essaye de prendre en charge tous les problèmes sociaux pour des raisons politiques et de paix sociale, mais sans aucune réelle efficacité apparente. Elle investit notamment sur des services non lucratifs et avec les manques du secteur privé, les revenus ne peuvent être diversifiés et donc restent sous la trappe des hydrocarbures.

A partir de cette année, deux stratégies sont mises en avant dans le cadre de la diversification de l'économie :

1. Stratégie offensive qui est appliqué aux hydrocarbures pour l'internationalisation
2. Stratégie défensive pour la protection de l'économie vulnérable

Les deux stratégies œuvrent pour le développement d'une économie endogène pour arriver à une économie exogène, une sorte de développement similaire à celui proposé par François Perroux avec les pôles de croissance.

Cette période n'a pas été de tout repos pour l'Algérie ni même de tout bénéfice, les fluctuations des prix de pétrole ne cesse de l'accabler et de la rendre vulnérable, de ce fait les cours de pétrole ont commencé à baisser et sont passée de 110\$ en janvier 2014 à 60\$ en décembre de la même année et depuis les prix du pétrole n'ont cessé de connaitre une baisse et atteint en juin 2020 le prix de 42.76\$ et se maintient en ce moment (octobre 2020) à un prix de 40\$.

Les années 2014-2020 connaissent une baisse constante des revenus de changes. Passe de 194 milliards de dollar en 2013, à 72.6 milliards de dollars en 2019, et selon les estimations de la loi de finance complémentaire (LFC) les réserves de change du pays baisseront à 44.2 milliards de dollars d'ici la fin 2020, et les réserves sont importantes pour le développement du pays, la réalisation des projets et le maintient d'une stabilité sociale et de leurs condition de vie. Et avec la loi de finance de 2017, le gouvernement a recourt à la planche à billet pour combler le déficit auquel fait face le pays mais cela avec des conséquences importantes tel que l'inflation et la dégradation du PIB car il n'y pas de création de masse monétaire, ni de richesses.

Depuis 2019, les mouvements populaires montrent encore une fois l'incapacité des gouverneurs à la gestion du pays, notamment sur tous les plans : économique, sociale, justice et politique et demandent des comptes sur les dilapidations faites des richesses du peuple et de la nation face à des projets de développements qui n'ont connu aucun succès.

L'impact de ce mouvement qui dure depuis un an a eu un impact sur le fonctionnement de l'économie mais aussi sur les investissements étrangers, car aucun pays ne voudrait investir dans un pays qui connait et une instabilité politique et une instabilité sociale et cette période coïncide également avec une crise sanitaire qui frappe le monde entiers et qui impacte le marché mondiale et toutes les économies libérale notamment l'Algérie, et c'est là qu'on rencontre une autre limites de la dépendance aux hydrocarbures et aux importations, la crise est suivi inéluctablement par une baisse du prix du baril et l'arrêt de beaucoup d'industrie et

d'échanges commerciaux qui obligent l'Algérie à vivre pour cette période avec les réserves qu'elle possède.

Section 3 : crises économiques internes et externes

L'économie algérienne a connu énormément de crises qu'elles soient internes ou externes, qui sont toutes deux liées, et parfois difficile à séparer.

3.1. Crises internes

Le parcours de l'économie algérienne fait face à des crises internes mais aussi externes (des points qui seront mieux détailler dans le chapitre 3)

3.1.1 instabilité politique

La succession de chef d'Etat et de gouvernement a toujours été problématique pour l'Algérie, et cela a aussi impacté les réformes d'une manière et son développement d'une autre manière, car aucun d'eux n'avait un objectif bien précis à long terme, chaque changement conduisait à un changement de stratégie et de mode de fonctionnement.

Les fortes recettes pétrolières n'ont pas facilité la tâche car elles conduisaient l'Etat vers le populisme et se retrouve dans les difficultés à chaque chute du prix du pétrole.

Il faut tenir compte du fait qu'une instabilité politique engendre une instabilité économique ce qui peut engendrer une instabilité sociale.

3.1.2. Instabilité sociale

L'Algérie a aussi été sujette à des instabilités sociales, notamment en 1980 , 2001 et en 2019 qui n'est pas sanglante comme les deux premières.

3.2. Crises externes

3.2.1. La crise économique de 1980

A partir des années 1980, la situation de l'Algérie s'aggrave, en 1986, marquant ainsi la première crise à laquelle l'Algérie doit faire face, et se retrouve dans l'incapacité de payer ses dettes et leurs intérêts. Et c'est là qu'elle fait face à la première crise économique importante. L'octroi de la dette a commencé en 1970 avec 1 milliard de dollars et s'est aggravée à partir

de 1980 atteignant 19.36 milliard de dollars et à la moitié des années 1980 elle atteint 27.85 milliard de dollars se percutant avec la chute du prix du pétrole en 1986²⁹.

L'Algérie réussit à surmonter cette crise et cela avec les accords du PAS mais aussi avec la remontée des prix du pétrole.

3.2.2. Les crises des années 2000

A partir des années 2000, une nouvelle crise frappe le monde et touche aussi l'Algérie.

La crise 2008 connue sous le nom de 'crise des subprimes', est une crise qui réduit encore plus les budgets qui étaient déjà restreints, les finances deviennent de plus en plus vulnérables.

Cette crise impacte l'Algérie avec la baisse des recettes d'exportations alors les importations ne cessent de croître.

Et en 2014, une période de nouvelles crises pétrolières a fait subir à l'Algérie de nouvelles vulnérabilités et accentuées les précédentes. Ainsi l'absence de diversification de l'économie algérienne ne cesse de lui jouer des tours. Cette année on enregistre un déficit de 9 milliard de dollars alors qu'en 2013 il était de 1 milliard de dollars³⁰.

La crise de 2014 se perpétue jusqu'à aujourd'hui, et devient de plus en plus dense avec la crise sanitaire que le monde connaît en cette période de 2020.

²⁹ Chiffres : Mustapha MEKIDECHE, « l'Algérie entre économie de rente et économie émergente », éd Dahlab, Alger, 2000

³⁰ Chiffres : Mustapha MEKIDECHE, « résilience et désordre de l'économie algérienne », éd Dahlab, Alger, 2016 p-128

Conclusion du chapitre

Après son indépendance, l'Algérie a connu plusieurs réformes et plusieurs plans pour se faire une économie stable et développée qui n'ont pas connu de réels succès, et elle a aussi été confrontée à plusieurs crises économique et sanitaire qui lui ont été d'un impact important et parfois critique. En plus des crises, l'Algérie a aussi été sujette de dettes extérieures et d'une dépendance financière vis-à-vis de l'extérieur qui l'a aussi conduite vers d'autres dépendances tels que la dépendance technologique, qu'elle a pu surmonter bien évidemment à chaque fois, mais son économie est devenue de plus en plus vulnérable et de plus en plus dépendante des hydrocarbures.

L'analyse des rapports entre le prix du pétrole et le reste de l'économie montre qu'il existe une macro-économie spécifique d'une économie de rente et notamment de l'économie pétrolière, elle découle de l'existence d'un trait particulier propre à ce type d'économie, les économies des pays exportateurs nets de pétrole ont été souvent décrites en tant que « économie de rente » est y compris l'économie algérienne

C'est à cet effet qu'on se demande pourquoi après tant d'effort l'économie algérienne est toujours au stand by ? Et pourquoi elle est toujours fortement impactée par les crises extérieures ou même aux chutes des prix des hydrocarbures ?

Ce présent chapitre a pu nous aider et nous éclairer pour mieux comprendre la question de vulnérabilité de l'économie algérienne qui fera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE 3 :
ANALYSE DES VULNERABILITE DE
L'ECONOMIE ALGERIENNE

CHAPITRE 3 : ANALYSE DES VULNERABILITE DE L'ECONOMIE ALGERIENNE

Introduction du chapitre

Par sa position géographique, l'Algérie a toujours été un objet de convoitise (des romains jusqu'aux Français en passant par les vandales, les arabes et les turques) mais c'est la colonisation qui marque le plus l'histoire et fait bouleverser l'économie et la société algérienne, cette dernière ne baisse pas les bras et obtient son indépendance en 1962 après 130 ans de résistance.

Depuis son indépendance, l'économie algérienne a toujours été volatile, et donc vulnérable. Passant de plusieurs programmes elle n'a pas su trouver sa voie jusqu'au jour de son indépendance des hydrocarbures.

L'Economie algérienne est au bord de la crise économique, le système algérien est toujours vulnérable, depuis 1962, le gouvernement mise beaucoup plus sur les richesses du sous-sol et cela jusqu'à nos jours, malgré le développement des autres secteurs mais le monopole revient aux hydrocarbures et au gaz et cela dans le but de garder la paix sociale.

Les fluctuations des prix du pétrole paralysent l'économie et est comme un dilemme pour le pouvoir. Des réformes ont été mises en place depuis 1962 à nos jours mais en vain, le secteur privé est toujours au même stade et malgré les promesses de diversification et de facilitation des procédures, cela n'a jamais vu le jour, car il est extrêmement difficile de pouvoir lancer un projet ou même le maintenir en Algérie, les problèmes, les blocages surviendront tôt ou tard.

A cet effet, nous pouvons dire que le niveau de vulnérabilité de l'économie algérienne est plus élevé comparé aux autres pays en voie de développement et même par rapport à nos voisins maghrébins.

Ainsi l'Algérie ne regorge pas que des atouts mais elle est aussi source de faiblesse qui rend son économie vulnérable.

Malgré son indépendances, l'économie algérienne n'est pas au point, et demande beaucoup d'efforts et pour cela il y a lieu de discerner ses atouts pour les mettre en valeur et en faire

une base pour l'économie du pays et ses faiblesses (ses vulnérabilités) pour les maîtriser et les transformer en atouts, pour qu'elles ne constituent pas des obstacles au développement

Section 1 : cartographie de l'Algérie

1.1. Présentation générale de l'Algérie

L'Algérie est un vaste pays d'une superficie de 2 381 741 km² dont la plus grande partie est constitué de désert (85%), et Selon les estimations de l'office national des statistiques en janvier 2020 la population a atteint 44.22 million d'habitants. Elle occupe la première place du plus grand pays en Afrique, et la 10^{ème} place mondiale.

Elle occupe une place stratégique avec sa position de portuaire du monde, et les échanges économiques par voie maritime avec l'Europe grâce à son littorale de 1622km.

L'Algérie dispose d'innombrables ressources naturelles dont les principales sont le pétrole et le gaz, mais aussi des ressources humaines importantes en vue de la jeunesse de sa population, mais aussi une diversité culturelle qui peut constituer un avantage.

Elle est découpée en 48 wilayas dont le plus grand nombre se situe au nord, en vue de sa géographie, l'Algérie est vue comme un pays semi-aride.

Elle est constituée de deux chaînes montagneuses qui divisent le pays en trois zones :

- Atlas tellien avec une largeur de 125 km représente 4 % du territoire national ;
- Les hauts plateaux représente 9 % du territoire ;
- Atlas saharien représente le reste soit 87% dont 85% représente le désert.

Le territoire algérien est vaste, mais il est aussi duale voire même semi-aride en vue de l'immensité du désert, cela implique des surfaces agricoles réduites et qui ne cessent de se dégrader en vue des constructions anarchique, les surfaces agricoles sont situées au nord, et aussi la densité de la population est implantée au nord ce qui est constitue une inégalité de répartition de la population. Le problème de l'immensité du territoire et de l'inégalité de répartition de la population se voit lors de l'électrification, la distribution du gaz et de l'eau, en 2020, bons nombre de région souffrent encore de ces problèmes là, et c'est là **qu'on se demande si le problème en 2020 est-il un manque de moyen, un manque de motivation politique ou un échec du SNAT ?**

En analysant certaines données et selon les géographes, l'Algérie est un pays qui peut être qualifié de pays dual et cela comme suit :

- Sur le plan géographique, le nord est constitué de montagne et le sud d'un vaste désert ;
- Sur le plan climatique, le nord est connu par un climat méditerranéen et le sud par un climat aride ;
- Sur le plan du peuplement, la population est concentrée au nord alors que le sud est quasi-vide.

L'immensité du territoire peut aussi avoir un impact sur la sécurité frontalière, l'Algérie à 7000km à surveiller et cela pour éviter les intrusions étrangères, l'immigration clandestine et surtout pour se protéger des conflits et des guerres qui touchent certains pays voisins.

L'Algérie compte en 2020 près de 42 millions d'habitants et elle est à tendance jeune et qui trouvent de plus en plus de difficulté à trouver du travail malgré qu'entre 2001 et 2005 le taux de chômage a baissé de 27.3 à 15.3% et ce sont les administrations qui emploient le plus de population active. « C'est une population très jeunes, une structure de la population active pléthorique mais peu productive de richesse et un chômage déguisé important constituent autant de sérieuses vulnérabilités pour l'Algérie ». ³¹

80% de la population se trouve dans le nord et l'essentielle de la population est concentré dans seulement certaines agglomérations : Alger, Constantine, Oran, Annaba en grande partie et aussi à Sétif, Tizi-Ouzou et Batna. Et avec l'exode rurale certaines régions se trouvent déserté et vide. Et l'exode rural porte préjudice à l'agriculture avec la construction anarchique, « cette pulsion tout à fait suicidaire a démontrée que les pouvoirs publics ont été incapable d'indigner ce phénomène préjudiciable à plus d'un titre à l'avenir des futures générations » ³². Ce qui est flagrant ce sont les sommes colossales qui sont déboursées pour la mise en valeur des terres agricoles sans y mettre fin à la construction anarchique mais aussi d'essayer de créer une vie à l'extrême sud pour mieux peupler la zone et mieux protéger les frontières.

³¹ MOUHOUBI Salah, « les vulnérabilités : cas de l'Algérie » ed ENAG, Alger 2009 p 97

³² Idem p98

1.2. Les ressources naturelles

L'Algérie dispose d'innombrables ressources naturelles dont les principales sont le pétrole et le gaz, mais aussi des ressources humaines importantes en vue de la jeunesse de sa population, mais aussi une diversité culturelle qui peut constituer un avantage.

On présente ici quelques données :

- Les ressources du sous-sol : le fer, le phosphate, le zinc, le diamant, le plomb, le cuivre, l'uranium, mais l'essentiel des ressources réside dans le pétrole et le gaz ;
- Les ressources du sol :
- La mer : un littoral de 1622 km qui constitue une véritable ressource pour le développement du pays à travers les échanges maritimes, l'activité de pêche et le tourisme.
- En plus de cela, malgré la faiblesse de sa surface agricole, elle ne manque pas de richesses maraichères, l'Algérie est vu comme pays riches en agrumes et en olivier au nord, mais aussi des dattes dont la meilleure qualité appelé 'daglette nour' au sud. Mais aussi dans le temps elle était meilleur producteur et exportateur de vin.
- Les ressources du sol :
 - les forêts qui ne représentent qu'une faible partie (2% du territoire national) ce qui explique l'importance de l'importation du bois, en plus de cela, la faiblesse des forêts est aggravé par les incendies qui ravagent chaque année énormément d'hectares ; selon le SNAT 2030, l'Algérie perd $\frac{1}{4}$ de forêt
 - les surfaces cultivées : ne représente que 3% de la superficie du pays et se situant en grande partie dans le nord, le manque de précipitation, d'eau, d'irrigation et la montée de l'urbanisation anarchique expliquent cette faiblesse.
 - L'eau : elle est répartie de façon inégalitaire entre le nord et le sud, de plus le sud dispose plus de nappes phréatiques , les unités de dessalement de l'eau de mer qui doivent fournir plus de 2 millions m³ d'eau/jour avec un ratio de 600 m³/habitant/an l'Algérie se situe sous le seuil de la rareté.
 - Elle dispose d'un faible nombre de ports et de grands ports dû à sa façade accidentée.

Pour ce types de ressources elles constituent des ressources stratégiques pour le pays, et ne pas les avoir en abondance en constituent une énorme faiblesse, pour ce qui est des SAU car

elles entravent l'autosuffisance alimentaire en ayant pas assez d'espaces pour la culture du maraichage et du coup soit le pays se met à l'importation soit il développe des techniques de productions locales coûteuses.

Parmi les caractéristiques de l'Algérie qui peuvent contribuer à son développement on peut dire qu'elle est aussi multipolaire, une Algérie organisée en 4 pôles de croissance si on prend la théorie de François PERROUX à savoir, Oran, Alger, Annaba et Constantine, mais aussi administrativement elle est coupée en 48 wilayas et en 1541 communes et qui veut dire 1541 aires d'attraction et de besoin d'infrastructure et fixation de la population. On a aussi la grande AutoRoute Est-Ouest qui est fortement essentiel pour le développement économique mais qui a quand même consommé énormément d'argent en cause de la corruption, et le projet a duré plus que prévu pour y être achevé, elle dispose également d'universités, d'établissements scolaires, de ports et d'aéroport mais en des quantités limitées, intégration des projets de voie ferrée, et des projets de modernisation de transport.

L'Algérie est favorisée par sa position géographique, ses ressources (naturelles et énergétiques) la jeunesse de sa population et bien d'autres atouts favorables à l'investissement.

Sans oublier que le pays abrite un énorme potentiel en terme touristique, donc c'est un secteur qui pourrait être le secteur phare du pays et qui lui permettra la diversification.

1.3. Economie

L'économie algérienne est une économie de rente (économie rentière) qui caractérise les pays exportateurs nets de pétrole. Les recettes tirées de l'exportation des hydrocarbures ne sont pas un résultat d'une activité économique productive, parce que le pétrole est une matière première, une ressource naturelle qui existe déjà dans les gisements desquels il est extrait, et que l'Algérie ne dispose pas de raffineries qui lui servent à la transformation et le pays importe les dérivés tels que l'essence.

Ainsi l'économie algérienne est caractérisée par une économie fortement dépendante vis-à-vis des hydrocarbures qui est une ressource non renouvelable et donc épuisable.

La faible intégration de ce secteur dans le reste de l'économie constitue un obstacle de taille, car même les recettes générées depuis ce secteur ne servent en grande partie qu'aux réinvestissements du même secteur. C'est un secteur qui jusque là n'a pas une grande influence positive sur les autres secteurs, autrement dit, il est destiné à l'exportation et peu utilisé comme consommation intermédiaire par les autres branches d'activités économiques.

L'économie algérienne est une économie peu compétitive, malgré ses atouts, elle se laisse tirer vers le bas par ses faiblesses et le manque de diversification.

Depuis 1962, cette économie n'a pu réellement se surpasser malgré toutes les tentatives et tous les plans, et c'est là que la question devrait être posée, pourquoi autant de retard ? Pourquoi l'ouverture économique n'a pas changé les choses ?

1.4.Agriculture

Le secteur de l'Agriculture a beaucoup reculé depuis l'indépendance et perd une place considérable ce qui réduit la capacité d'autofinancement. Les terres improductives constituent l'essentiel du territoire soit 1.9 million km² ; et 40 millions d'hectares : terres propices à l'agriculture dont 8.2 million de terres utiles (qui font vivre le pays) ; 2.6 millions de terres des colons et qui sont les plus fertiles que les réformes ont transformé en de petites exploitations qui ne peuvent faire face à la mondialisation et c'est là la première erreur que le secteur de l'Agriculture a subie. Les rendements et la qualité sont en baisse, une des raisons qui fait que les produits agricoles n'ont pas de parts dans le marché mondial et qui n'arrivent même pas à satisfaire le marché local, et on constate que depuis l'indépendance l'Algérie n'est plus considérée comme grand producteur et exportateur de vins. Ce qui a aussi pénalisé ce secteur est la non protection des terres agricoles face à la construction sauvage et anarchique, et le problème d'irrigation du reste des terres ;

1.5.Infrastructures

Les infrastructures sont la base essentielle pour le développement c'est la base solide sur lesquelles le développement doit y être construit et nécessite une intervention étatique importante mais il faut des moyens humains et financiers. Les moyens développés par l'Algérie : PSRE, programme quinquennal de soutien à la croissance économique, les programmes complémentaires en faveur respectivement des wilayas du sud et hauts plateaux.

- L'électrification du pays est atteinte à 90% ;
- 20% de la population n'a pas d'accès à l'eau potable ;
- 75% est accordé à l'assainissement, exemple Tamanrasset est alimenté de In Salah sur une distance de 200km.

Et ce sont des problèmes qui constituent des obstacles au développement.

Certes ce n'est pas la beauté du pays qui fait son développement mais les infrastructures de base sont importantes et essentielles au bon fonctionnement de toute économie. Et l'un des plus grands projets réalisé est celui de l'autoroute Est-Ouest mais qui a tout de même était la plus coûteuse et qui a dépassé les budgets prévus à cet instars

Remarque :

Malgré les ressources et les capacités dont le pays en dispose, sa position économique demeure tout de même toujours vulnérable, la présentation de l'économie algérienne nous a permis de mieux cerner les atouts qui la caractérisent et détecter les faiblesses qui l'entravent et leurs lien à l'immensité du territoire mais aussi cela nous a permis de faire le point sur sa situation pour pouvoir traiter et présenter ses vulnérabilités ainsi pour comprendre la mauvaise postions de cette économie et notamment ses causes.

C'est une transition qui nous permet de faire le point sur la situation économique actuelle du pays.

Les vulnérabilités peuvent être subdivisées en deux grandes catégories à savoir les vulnérabilités internes et externes et cela sera présenté dans les deux sections qui suivent.

Section 2 : les vulnérabilités interne de l'économie algérienne

« L'Algérie est un pays atypique confronté à des vulnérabilités dans tous les domaines »³³

Les vulnérabilités internes, sont des vulnérabilités liées au mode de fonctionnement d'un pays, et sa capacité à gérer son économie depuis l'intérieur.

De ce faite, les vulnérabilités économiques internes peuvent être classées en plusieurs catégories à savoir, les vulnérabilités institutionnelles, les vulnérabilités économiques, les vulnérabilités technologiques et scientifiques. La faiblesse de l'un engendre la faiblesse de l'autre, surtout de ce qui est des institutions et e l'économie, deux dimensions intimement liées car la base d'une économie est la capacité de son institutions à la contrôler et la mener vers le haut, bien évidemment d'autres facteurs rentre en jeux et ont leurs places dans les enjeux d'une économie vulnérable.

3.1 Les vulnérabilités d'ordre institutionnel :

Les vulnérabilités institutionnelles et politiques constituent des vulnérabilités primordiales car c'est d'elles que découlent les autres vulnérabilités et qu'elles sont renforcées.

Pour l'Algérie on pourrait distinguer deux types de vulnérabilités à ce niveau :

- La gouvernance politique et institutionnelle ;
- La gouvernance économique

3.1.1. La gouvernance politique et institutionnelle :

« La constitution n'est pas un 'habit' mais un cadre qui assure la stabilité et le progrès »³⁴ mais l'Algérie a connu plusieurs changement de constitution et souvent avec le changement de président, cela fragilise davantage son cors institutionnel, et même économique, et cela avec les changements de programmes, d'objectifs et intérêts divergeant ce qui conduit vers une instabilité politique

L'instabilité institutionnelle est suivie inévitablement par une instabilité politique, depuis 1962 l'Algérie a connu 11 chefs d'Etat et chaque chef à son programme. « La valse des hommes entraîne la valse des programmes et imprime un cours chaotique au développement en général, et aux réformes, en particulier ».³⁵

Cette instabilité entraine l'instabilité de l'Etat et du coup érosion des compétences, prolifération de la corruption, développement des activités informelles et insécurité, ce qui

³³ MOUHOUBI Salah, « les vulnérabilités : cas de l'Algérie » ed ENAG, Alger 2009 p12

³⁴ MOUHOUBI Salah, « les vulnérabilités : cas de l'Algérie » ed ENAG, Alger 2009 p100

³⁵ Idem 101

entraîne un Etat faible qui perd de son autorité et de son efficacité et surtout devient budgétivore et cette situation qui renforce les vulnérabilités. Mais aussi l'instabilité politique engendre un climat des affaires non favorables et du coup la faiblesse de l'attractivité des IDE et c'est l'une des raisons qui rendent le secteur des hydrocarbures seul secteur attractif et cela affaiblit le corps économique et délaisse les autres secteurs et limitant ainsi la diversification économique, ainsi on comprend que tous les éléments sont inter-liés et chacun engendre la faiblesse de l'autre.

Mais aussi la faiblesse du paysage syndical politique dirigée par des chefs non expérimentés qui ne propose pas réellement de programmes solides ou de nouveautés et souvent basée sur de l'archaïsme qui s'oppose à la privatisation et la mondialisation et leurs seules préoccupations tournent autour du salaire.

Pour Mouhoubi les acteurs sociaux en Algérie sont atteints de myopie intellectuelle sur les vulnérabilités du pays et tiennent souvent un discours populiste, démographique, aux antipodes de tout projet de valeur qui freine souvent les IDE et cela est aidé par la rente pétrolière et la non diversité de l'économie.

Et cela mène vers une transition chaotique sans fin et la rente leur sert de voile sur la perception des vulnérabilités en Algérie.

Selon LAMIRI « les ressources pétrolières sont très mal investies et très mal gérées » c'est ce qui induit aux problèmes que rencontrent l'économie algérienne aujourd'hui. Et selon BOUZID « tant qu'on n'aura pas une réforme politique il n'y aura pas de développement économique et l'Etat reste rentier ». (Dans son livre éclairage)

3.1.1.1. La gouvernance politique et la corruption

Le problème de gouvernance conduit à la corruption qui est un phénomène très répandu en Algérie. « Le favoritisme et la corruption ont fini par s'imposer comme moyens privilégiés de redistribution de rente et du pouvoir »³⁶.

La corruption est difficile à traiter de nos jours car elle est ancrée dans la société, elle s'est généralisée en économie, dans la société et même dans les institutions et elle contribue fortement dans le déficit de gouvernance même en Algérie, d'ailleurs le rapport à l'Indice de perception de la corruption (IPC) note le pays à 3.2 en 2008, à savoir le pays est classé 10^{ème}

³⁶ NORDIN GRIM, économie algérienne otage de la politique. Page 47

sur 18 pays dans le classement des pays arabe et 92^{ème} sur 180 pays dans le classement mondial.³⁷

Il n'existe pas une définition précise de la corruption. Mais elle peut être synonyme de l'illégalité, le manque de transparence, l'inefficacité le secret et le gain facile. Et on peut distinguer une petite corruption et une grande corruption.

« La corruption permet de redistribuer les richesses via les organisations structurées dans les réseaux tissés au sein de divers segments et institution Etatique ».³⁸

Parmi les raisons qui poussent à la corruption la pauvreté, dans le but d'améliorer les conditions de vie et le statut social, un pauvre dans un pays riche en ressources naturelle comme l'Algérie peut recourir à une petite corruption pour satisfaire ses besoins, « la relation entre la pauvreté et la corruption dépend des politiques publiques et les choix engagé par le gouvernement »³⁹

La transition trace un chemin pour les actes de la corruption, avec les programmes de privatisation et de la déréglementation au commerce extérieur. Et plus la transition économique dure dans le temps plus elle aggrave la situation de corruption et c'est une situation qui se reflète dans l'accaparement de pouvoir mais aussi dans la difficulté de diversification.

3.1.2. La gouvernance économique :

Pour Salah Mouhoubi dans son livre de vulnérabilités, il dit que « *la politique économique doit être conjuguée à une bonne gouvernance,* » (p-9). De ce faite une gouvernance est importante pour le bon fonctionnement de l'économie d'un pays et même de toute la nation et ainsi une mauvaise gouvernance économique résulte d'une problématique d'adéquation des institutions avec l'économie de marché, d'un climat des affaires délicat, de la corruption et de l'évasion fiscale, un environnement qui n'est pas propice aux investissements, et l'absence de système de contrôle est fatidique pour la gouvernance du pays tel que le scandale qu'elle a connu avec Khalifa Bank.

³⁷ Chiffre : Rachid Boudjema, « économie du développemnt de l'Algérie, 1962-2010 » volume 3, ed dar-el khaldounia

³⁸ BELAID ABRICA étude de l'impact du système de la corruption à gestion clientéliste et/ou clanique dans les pays en développement .cas de l'Algérie page 149

³⁹ MOUHOUBI Salah, « les vulnérabilités, cas de l'Algérie », ENAG édition, Réghaia Algérie 2009 page 162

L'édifice institutionnel pervers est d'un obstacle de taille et du coup la croissance peine à émerger c'est pourquoi il faut moderniser l'Etat.

L'Etat se penche beaucoup plus sur des investissements non productifs et surtout des budgets exorbitants pour le soutien sociale sans retour et la régulation du budget est l'une des missions principale de la puissance publique.

Pour MOUHOUBI, « le gouvernement lègue aux générations future ne sont que des bombes à retardements par son laxisme d'aujourd'hui, il contribuera demain à aggraver les vulnérabilités du pays car il faudra trouver des ressources financières nécessaires pour prendre en charge une grande partie de la population qui vivra dans la précarité la plus totale ». ⁴⁰

De ce fait la gestion de cette économie de marché est faite par une économie dirigée, le simple fait de créer une entreprise devient un fardeau qui décourage avec les obstacles que les entrepreneurs rencontrent et toute la paperasse qui s'en suit dû au laxisme et à la corruption, même le système bancaire n'est pas en leur faveur.

Et selon BOUZID « L'Algérie a besoin d'une réforme de la gouvernance et celle-ci passe bien par la reforme de l'Etat .on ne peut pas reformer l'Etat sans la mise à plat des politiques publiques » ⁴¹

3.2. Les vulnérabilités d'ordre économique

Il faut se mettre à l'idée que le sous-développement concerne l'Etat, l'économie et la société, en se basant sur la définition de l'économie de développement de François Perroux, stipulant que le développement est lié aux transformations techniques, sociales et culturelles qui permettent l'apparition et la durabilité de la croissance économique ainsi que l'élévation des niveaux de vie. Et comme on l'a déjà précisé précédemment, les vulnérabilités ne sont pas spécifiquement liés au degré de développement d'un pays du moment où même les pays développés peuvent en être touchés, mais la différence réside dans la capacité à les surmonter.

Ainsi, les théories de développement ont connu un échec pour pratiquement la totalité des pays et l'Algérie en fait partie.

Depuis 1962 à 2020 l'Algérie essaye d'atteindre la cours des pays développé mais toutes les réformes et moyens entrepris restent inachevés et sans résultats positives. Elle ne cesse d'être

⁴⁰ Salah MOUHOUBI, « les vulnérabilités : cas de l'Algérie » p109

⁴¹ BOUZID Abdelmadjid, « économie algérienne : éclairage », ENAG édition Alger 2001) page 119

confronté à des crises, qu'elles soient internes ou externes, comme on l'a déjà vu dans le chapitre 2. De 1962 à 1966, il y avait l'urgence de construction d'un Etat algérien et des dispositifs nécessaires mais les coups d'Etat du 19 juin 1965 renforce la position de vulnérabilités économique, politiques dont elle se trouvait déjà et renforce les menaces extérieurs dont elle était soumise.

Le double échec qu'a connu le pays à savoir, l'échec des stratégies de développement et l'échec du P.A.S déjà évoqué, a conduit à la vulnérabilisation de l'économie algérienne.

Cette vulnérabilité économique se voit dans l'absence de diversification et la dépendance aux hydrocarbures, ce qui mène vers une dépendance extérieurs dans le sens où les importations sont plus élevé que les exportations qui elles aussi ne dépendent que des hydrocarbures.

La vulnérabilité de l'économie se reflète également dans l'interminable transition que connaît le pays.

La vulnérabilité du système bancaire qui s'est vu à travers le scandale de KHALIFA BANK montre ainsi une autre vulnérabilité de l'économie algérienne.

De là on peut constater que :

- le développement de l'économie algérienne est inachevé ;
- un échec de construction d'une économie ouverte et diversifié ;
- dépendance aux hydrocarbures, de là elle tombe dans le piège de la facilité en acceptant l'économie rentière ce qui n'aide pas à dépasser ses vulnérabilités qui devienne dangereuse avec le temps ;
- l'économie algérienne est sur une tendance importatrice qu'exportatrice ;
- les autres secteurs de l'économie, à savoir l'agriculture, le commerce, le tourisme, le secteur bancaire et même privé peine à se développer et voir le jour face aux hydrocarbures.

Et comme on peut le constater un pays peut aggraver ses vulnérabilités et cela en optant pour une ouverture de l'économie sans tenir compte des implications que cela peut engendrer dans tous les domaines, c'est une politique sans stratégie qui mène vers la régression tel à été le cas de l'Algérie, une libéralisation rapide du commerce sans une minimale protection de l'économie national.⁴² L'Etat doit avoir une vision à long terme pour pouvoir maîtriser

⁴² Idée tenu du livre de Salah Mouhoubi, « les vulnérabilités : cas de l'Algérie » p-40-41

l'ouverture vers l'extérieur, et pour ne pas tomber dans cette régression car cela conduit aussi à la non maîtrise de l'ouverture et donc vers plus de vulnérabilités.

3.3. Les vulnérabilités technologiques et scientifiques

L'innovation est l'une des clés du développement, malgré l'évolution positive du nombre des universités et des centres de recherches, mais cela ne s'est pas accompagné d'innovation et de modernisation. Il y a une absence de stratégie globale en matière de recherche scientifique et technologie qui s'explique par un manque d'intérêt dans les projets économiques.

Au niveau des ambitions et des réalisations la réalité nous fait remarquer un énorme recule de la recherche scientifique et un manque de sérieux ou même de volonté, le système éducatif et universitaire laisse à désirer depuis qu'il a sombré dans la quantité plus que la qualité.

La faiblesse du système de communication et des NTIC en Algérie porte préjudice au développement du pays notamment avec les problèmes de réseaux et de fibre qui sont de nos jours essentielles pour le bon fonctionnement des entreprises mais aussi des banques qui sont de plus en plus informatisées et qui peut aussi compromettre des investissements futures.

L'Algérie souffre également de la fuite des cerveaux et des meilleures cadres mais aussi d'une immigration clandestine des jeunes et même des familles et cela est dû aux mauvaises conditions de vie, une vulnérabilité importante qui montre tous les problèmes sociaux et qui mène au chômage.

Ce qu'on peut aussi retenir est que cette vulnérabilité relève plus du manque d'implication des universités et des centres de recherches qui est aussi lié au manque d'investissements et d'infrastructures à ce niveau venant de l'Etat, il suffit seulement d'avoir un regard extérieurs et objectif sur l'état des établissements pour comprendre la qualité des cadres qui en sort. La quantité prime de plus en plus sur la qualité et les valeurs de travail et de réussite via l'enseignement supérieur ne sont plus transmises et ne font plus partie de la jeunesse d'aujourd'hui. Cette vulnérabilité est liée au fait que l'université et les centres de recherche ne jouent pas leur rôle d'incubateurs d'idées et de projets.

D'ailleurs même le nombre de ces derniers restent faible comparé à la dimension du territoire et du nombre de population du pays. Et cela comme le montre le tableau suivant :

Tableau N°6 : bilan des établissements supérieurs de 1962 à 2019

année	centres universitaires	Universités	CERIST	LABORATOIRES	ENSEIGNANTS	ETUDIANTS
1962	0	3			<250	<2000
2015	13	50	16	1440	54 000	1 500 000
2019	13	50	16	1440	60 000	2 000 000*

Source : tableau réalisé à partir des données suivantes⁴³

En plus de cela bon nombre d'étudiants et d'enseignants immigrent à l'étrangers pour de meilleures conditions de vie et cela coutent énormément au pays car les investissements réalisés à ce sujet n'ont pas eu de fruits.

Et selon le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Chamseddine CHITOUR, lors d'une interview sur les ondes de la chaîne 3 de le radio nationale, déclare que chaque année entre 20 000 et 25 000 étudiants partent vers d'autres cieux, et vont vers les disciplines de technologie. »⁴⁴

⁴³ http://www.meric-net.eu/files/fileusers/National%20Report%20template_MERIC-Net_Algeria.pdf 24/12/2020 11 :26
et https://www.mesrs.dz/fr_FR/accueil/-/journal_content/56/21525/52816#:~:text=Il%20a%20fait%20savoir%20que,.000%20%C3%A9tudiants%20aujourd'hui.
24/12/2020 11 :49

⁴⁴ <https://www.algerie360.com/20200519-etudiants-algeriens-partent-a-letranger/> 24/12/2020 à 12 :27

Section 3 : les vulnérabilités externes de l'économie algérienne

L'économie algérienne a toujours été vulnérable aux aléas extérieurs et on peut la mobiliser sous deux facteurs :

- Les crises économiques et sanitaires mondiale ;
- La dépendance extérieure.

L'Algérie est vue comme un bon exemple sur l'impact négatif de l'environnement extérieur sur son économie. Elle n'est pas épargnée des chocs extérieurs notamment en ce qui concerne les hydrocarbures, car toute son économie dépend des simples prix du baril ou des actions de l'OPEP. Les deux plus grandes crises pétrolières qui ont touché l'Algérie sont celles de 1986 et 2014 mais aussi la crise des subprimes de 2008 l'a aussi fortement impacté.

Donc l'économie algérienne a toujours été vulnérable face aux chocs extérieurs mais cela s'est accentué par la dépendance extérieure notamment l'endettement pour les réformes après son indépendance mais aussi la dépendance aux importations qui s'est accompagnée sur tous les niveaux.

3.1 Les échanges extérieurs

Les échanges extérieurs pour tous pays considérés comme étant sous-développés sont inégaux entre eux et les pays développés (à ne pas confondre avec l'échange inégal).

L'Algérie est considérée comme un pays plus importateurs qu'exportateur, en plus de cela elle n'exporte que des hydrocarbures ce qui accentue ses vulnérabilités ; l'économie algérienne est peu compétitive et leurs produits sont fermés aux marchés extérieurs du moment que bon nombre d'entre eux ne répondent pas aux exigences de la mondialisation.

En plus de cela, il y a une sorte de concurrence déloyale, tel que l'affaire des dattes entre la Tunisie et l'Algérie. Mais aussi la gravité de la dévaluation de la monnaie algérienne ce qui impacte beaucoup l'économie, mais aussi le climat des sociétés.

Pour ce qui est aussi du commerce extérieur, l'Algérie est doublement pénalisées à savoir, par les pratiques illicites mais aussi par le protectionnisme de ses voisins. (Salah Mouhoubi, les vulnérabilités : cas de l'Algérie p76).

La dérégulation des échanges extérieurs a restructuré et renforcé des réseaux d'importations et décourage les investissements productifs locaux. Les importations marginales les produits locaux, ce qui conduit à la marginalisation du développement local.

3.2. les crises économiques et sanitaires.

En plus de des crises de 1986 et de 2008 déjà évoqués dans les chapitres précédents, la crise de 2014, est la crise qui a des séquelles jusqu'à maintenant et rend la situation de l'Algérie plus vulnérable avec la crise sanitaire que vit le monde de puis fin 2019 mais pour l'Algérie cela est plus grave car elle abrité déjà une instabilité sociale depuis début 2019 qui mène vers une instabilité politique considérable. Ainsi un cocktail de crises se mélange depuis un certains temps rendant le pays paralysé et incapable d'agir, face aussi à la dévaluation vertigineuse de la monnaie nationale.

3.3. La mondialisation et l'ouverture économique

L'ouverture économique conduit à la libéralisation du commerce, ce qui est un point sensible pour l'Algérie comme on l'a vu précédemment et d'ailleurs Stieglitz en voit une pratique réservé aux riches et dit « *la libéralisation commerciale est consacré ou réservé aux pays riches, et que le mélange des politiques faites par le FMI crée un cocktail aux effets dramatiques pour les PED et que la théorie du commerce international montre que tous les salariés les moins productifs peuvent évoluer vers des emplois plus productifs. La libéralisation crée de la richesse, mais avec des politiques monétaires restrictives et des intérêts élevées il est impossible de créer de l'emploi, la plus part des PED qui vivaient dans un régime à faible productivité ont basculé dans une situation de chômage massif ce qui ne favorise pas la croissance et la réduction de la pauvreté* » (Salah Mouhoubi, les vulnérabilités, p-62/63). Ainsi cela est le cas de l'Algérie qui opte pour une libéralisation mais les politiques monétaires mises en place sont restrictives ce qui aboutit à une politique budgétaire volontariste du coup l'Etat finance tout, sans qu'il y ait une réelle réduction du chômage ni même un encouragement aux investissements hors hydrocarbures qui serait un avantages pour la diversification économique.

En plus de cela l'Algérie doit suivre le mouvement de la mondialisation avec lequel elle a du mal à y faire face, du moment qu'elle ne propose aucune technologie spécifique, ni même une diversité de son économie, ses parts de marché à l'internationale sont étroites et même les marchés internes sont de petites de taille. Selon Mr Mouhoubi dans son livre vulnérabilité, « *la Tunisie et le Maroc construisent une économie en parfaite osmose avec la mondialisation, l'Algérie est toujours prise au piège par le pétrole et d'une politique de privatisation chaotique.* » p78

Pour ce qui est de l'adhésion à l'OMC cela ne s'est pas encore abouti malgré l'éligibilité de l'Algérie, mais il y a une divergence dans les accords, étant donnée la fragilité de l'économie algérienne, elle exige le maintien des barrières à l'entrée pour protéger son économie ce que l'OMC refuse.

3.4.La dépendance extérieure

En plus des crises auxquelles fait face l'Algérie elle a toujours été dépendante de l'extérieurs, elle débute avec la dépendance financière fin des années 1970, et continue à en dépendre aujourd'hui avec les importations. Comme on l'a déjà précisé, l'Algérie importe plus qu'elle n'exporte et cela aurait plus y être remédié avec une diversification économique.

3.5.Les institutions internationales

Les institutions internationales peuvent avoir un impacte négatives sur l'économie algérienne et ce qui en constitue des vulnérabilités, et cela comme suit :

- L'OPEP : elle gère les prix et les quotas des hydrocarbures autorisé à la production, et ainsi réduit les capacités de production de l'Algérie à 800 000 barils/jours à la conférence du 12 avril 2020, ainsi cela réduit sa capacité d'exportation car elle doit aussi satisfaire le marché interne, et cela en n'encaissant que 20 milliard de dollar alors que la demande sociale dépasse les 60 milliards de dollars.⁴⁵ (Voir annexes n° :).
- Le FMI : l'exigence d'une subite ouverture économique à la signature du PAS et la thérapie de choc a quand même eu des impactes négatifs en Algérie, la privatisation a conduit à d'innombrables licenciements créant des tensions sociales.

⁴⁵ <https://www.algerie-eco.com/2020/06/08/lopep-joue-la-prudence-pas-de-reduction-de-quotas-en-juillet/>
24/12/20 à 12 :33

Conclusion du chapitre

Le diagnostic est la première étape indispensable à réaliser pour cerner les forces et les faiblesses d'une économie les vulnérabilités ou les faiblesses d'un pays. Mais chose qui se fait rare par les responsables en Algérie.

Après avoir cerné les vulnérabilités de l'économie de l'Algérie on comprend vite qu'elles sont structurelles et conjoncturelles et on se demande si une issue de s'en sortir existe ? On comprend bien qu'il n'ya pas une réel volonté politique qui peut éradiquer les vulnérabilités du pays alors que cela doit être à long terme, ce qui n'est pas le cas pour l'Algérie ; il y a un changement de plan et de stratégie à suivre et donc même d'objectifs et c'est là que certaines vulnérabilités trouvent refuges et s'accroissent davantage.

L'Algérie est un pays rangé par la corruption qui est pénétrée au sein même de la population qui se voit à l'intérieur des administrations publiques. Rajouté à cela l'incubation de l'informel et la non déclaration du commerce aux impôts ce qui pèse encore plus l'économie du pays et pèse lourds sur la croissance économique. Et Ainsi Il est possible de lutter contre les vulnérabilités et cela avec la politique économique et ses instruments à avoir, la politique monétaire budgétaire.

•

CHAPITRE 4 :
LES HYDROARBURES ET LA
VULNERABILITE DE L'ECONOMIE
ALGERIENNE

CHAPITRE 4 : HYDROARBURES ET VULNERABILITE DE L'ECONOMIE ALGERIENNE

Introduction du chapitre

Depuis son indépendance, l'économie algérienne ne fait toujours pas partie de la cours des grands, malgré les réformes économiques et des efforts entrepris, elle reste dépendante des exportations des hydrocarbures, malgré les programmes pour la promotion de l'agriculture depuis 2014, tel que le PNDRA (qui était PNDA au début), elle n'occupe toujours pas une place importante dans la croissance de l'économie du pays. La croissance économique reste à 2.1 en 2001 et parmi les 40 000 entreprises qui importent seulement 340 d'entres elles exportent (H.Benissad, l'Algérie de la planification socialiste à l'économie de marché, 1962-2004). Et la thérapie de choc mise en place par le FMI n'a pas eu un et de diversification en Algérie. Pour faire un constat, l'économie algérienne repose toujours sur les coudes des hydrocarbures comme principale source de revenus en grave problème de sous-emploi avec l'effet exportateur de mains d'œuvre et la fuite des cerveaux cherchant de meilleures conditions de vie. Mais il serait plus judicieux de présenter également les autres secteurs de l'économie pour pouvoir mieux cerner les vulnérabilités du pays et mieux comprendre le fonctionnement de ce pays.

D'après les précédents chapitres l'économie algérienne souffre de tous les côtés et cela nous pousse dans ce présent chapitre à comprendre **si ce mal est réellement issu de la dépendance aux hydrocarbures ou ce n'est seulement que l'arbre qui cache la forêt ?**

Section 1 : Le poids des secteurs productifs dans l'économie algérienne

D'après l'analyse faite jusqu'à maintenant on comprend que le secteur des hydrocarbures est celui qui prime en Algérie, la contribution des autres secteurs restent faibles comparés à la demande sociale.

Comme le montre le tableau ci-dessous les autres branches n'ont pas un réel poids. Et c'est ce qui va être analysé dans les points qui suivent.

Tableau N°7 : le poids relatif des branches d'activité en millions de DA et en pourcentage

Branches	montant en millions de DA	Pourcentage
Hydrocarbures	22 532	64,90
énergie et eau	1 252	7,40
matériaux de construction	1 078	2,90
Mines	364	0,80
industries: sidérurgie, métallique, mécanique et électrique	2 556	7,20
textiles- cuir	1 800	5,20
industries alimentaires	3 051	8,70
chimie et industries diverses (bois, papier...)	2 028	6,40
Total	34 661	

Source : M.E BENISSAD, « économie du développement de l'Algérie, sous-développement et socialisme », op.cit p-148

De là on voit clairement que les hydrocarbures s'accaparent l'industrie algérienne avec plus de la moitié ; aucune des branches ne rivalisent avec les hydrocarbures et n'atteint même pas la moitié des hydrocarbures ce qui montre encore plus la quasi inexistence de la diversification au sein même du même secteur.

Les industries de base ne représentent que 42.1% du produit industriel global en excluant la branche du pétrole. Et l'industrie alimentaire ne représente que 8.70% alors que c'est une industrie qui devrait être un aspect important dans une économie pour atteindre la sécurité alimentaire.

1.1. Le secteur primaire

Le secteur primaire regroupe toutes les activités agricoles, de pêche, de sylviculture, mines..., mais malgré leur décolllement au début de l'indépendance, il connaît très vite une régressions.

2.1.1. Les obstacles du secteur agraire

Le secteur agricole n'a pas cessé de régresser et même sa part dans le PIB est passé de 25% en 1962 à seulement 7 à 8 % vers 2016 et ne recouvre que 30% des besoins alimentaires.

Parmi les obstacles que ce secteur connaît on cite :

- l'importance des terres jachères ;
- le problème de la propriété foncière ;
- la SAU est faible et rencontre des problèmes d'irrigations ;
- la construction anarchique.

Le secteur de l'agriculture a aussi été fragilisé est mis à l'écart avec le manque d'investissement et cela depuis que les hydrocarbures sont devenus le moteur de l'économie.

En 2019, l'agriculture représente 12% du PIB et 10% de la main d'œuvre. Le secteur est en régression remarquable à cause de multiple problèmes à savoir, la pluviométrie d'une part et le manque d'infrastructures, de moyens de production et d'investissement d'autre part.

La part de ce secteur est trop faible, 2 % seulement de son volume totale des exportations qui sont principalement les dattes, le vin et le raisin.

Et tout cela est du à la faiblesse des investissements pour ce secteur qui ont commencé à régresser à partir de la fin des années 1970, comme le montre le tableau suivant:

Tableau N°8 : La part des investissements agricoles prévus dans les investissements Totaux (En millions de DA)

désignation	1967/1969	1970/1973	1974/1977	1978	1979	1980/1984
économie nationale	9,3	27,75	110,22	55,7	65,1	400
Agriculture	1,26	2,92	12	2,9	3,5	20
part de l'agriculture en %	13,54	10,52	10,88	5,2	5,4	5

Source : cours de Mr Sahali (2019/2020)

Ainsi la plupart des investissements sont orientés vers les hydrocarbures qui constituent une source de revenu facile pour la construction de l'économie et le secteur agricole est délaissé.

2.1.2. Le secteur de la pêche

Le secteur de la pêche est aussi important et l'Algérie à la chance d'avoir accès aux ressources halieutiques. Il contribue à la sécurité alimentaire et à la création de l'emploi.

« En Algérie, les inscrits maritimes représentent 20% du total des inscrits dans la région de la méditerranée, alors que la production halieutique ne représente que 12 % de la Production globale de cette région, soit environ 120 000 t par an (MPRH, 2015). En termes de flottille de pêche, celle des sardiniers représente 30 % du total de la flottille de pêche de la Méditerranée. En effet, ce n'est pas moins de 1200 bateaux qui pêchent de la sardine »⁴⁶.

1.2. Le secteur secondaire

1.2.1. Le secteur industriel

Depuis son indépendance, les branches qui ont fait fonctionner l'économie algérienne sont :

- La sidérurgie, les matériaux de constructions, la mécanique, l'équipement électrique et électronique et les hydrocarbures qui sont à elles seules principales source de revenus d'exportations.

Ce sont des branches qui auraient pu être des points d'amélioration, et de source de développement du moment c'est que la main d'œuvre maîtrisé au lieu d'opter que pour une branche basé sur une rente économique, et même les hydrocarbures auraient pu être une bonne source si elles se baises sur un développement de production au lieu de l'extraction, on ce demande pourquoi au lieu de produire et mettre en place des raffineries de transformation, l'Algérie est pu rester ou stagné sur le point d'extraction et de rente ? Une chose qui nécessite pas tant d'effort ! Certes l'Algérie était en reconstruction post coloniale mais d'autres pays ont démarré au même stade qu'elle et ont connu de meilleurs résultats, et arrive à avoir une économie fortifiante. **Qu'est devenue la rente générée par les exportations pétrolières si même les conditions de vie n'ont pas connu de réelles améliorations ? Peut-on réellement se fier à des statistiques alors que la réalité montre l'opposé ?**

Pour la branche électronique, elle aurait pu être une bonne branche qui aurait permis de booster l'économie, mais le manque d'innovation la piétiné, et **on arrive même à ce demander quelle est cette chose qui pourrait distinguer l'Algérie des autres pays et lui permettrai de se développer ?** Si on fait photographie des autres pays, chacun a connu une voie qui a pu la propulser sur le marché mondiale, et **l'Algérie où se positionne-t-elle ? Les ressources naturelles et humaines ne lui manquent pas, alors où le problème réside-t-il ?**

Des infrastructures ont été réalisées, tel que la construction des ports et aéroports qui ont pu engendrer une hausse de coefficient marginale de capital hors hydrocarbures mais une faible qualité n'engendre pas le progrès et justement **qu'est ce qui a pu faire que la qualité ne soit pas au RDV ? Est-ce une faiblesse de bons services ? Un manque de contrôle ou un manque de qualité de gestion ? Les moyens ne sont-ils pas suffisants ?**

D'autres faits attirent l'attention, il n'y a pas de grandes entreprises qui font fonctionner l'économie, les plans n'ont pas réellement visé ce point et au contraire les sociétés nationales

qui existaient ont été découpés en petites entreprises nationales qui ont engendré l'inflation avec des investissements non productifs et qui restent financées par l'Etat engendrant ainsi un déficit budgétaire. Un autre phénomène attire l'attention durant cette période c'est la faible intégration des femmes dans le monde du travail qui selon la base des lois construite sur la religion conduirait à leur émancipation et en 1991 seulement 46% des femmes ont accès à l'école face à 70% des hommes. Alors que SINGER stipule que « la capacité de créer de la richesse réside essentiellement dans la population⁴⁷ du pays (la puissance du cerveau), elle réside dans la recherche systématique des problèmes de production et la meilleure organisation des institutions économiques du pays⁴⁸ »⁴⁹.

Les investissements entre 1967 et 1989 sont fortement concentrés sur les hydrocarbures et l'industrie au détriment de l'infrastructure économique, agriculture et l'investissement public et productif. Le développement n'a pas été soutenu ce qui engendre des effets négatifs tel que le gaspillage et la distorsion en plus des chocs pétroliers qui aggravent la situation.

L'erreur que le gouvernement a faite, est avant même que les investissements industrielles arrivent à maturation et que l'articulation, l'intégration verticale anticipé ne soit tissé, le processus d'industrialisation est stoppée, affaiblissant durablement la dynamique de développement économique et système productif, une raison qui fait que ce n'est pas seulement les hydrocarbures qui est frein aux investissements productifs.

Parmi toutes les vulnérabilités déjà étudié on comprend que les hydrocarbures occupent une place importante dans l'économie du pays mais ce n'est pas la seule qui rend cette économie aussi vulnérable.

Le produit global hors hydrocarbures souffre toujours des activités informelles et son élargissement est le résultat de plusieurs obstacles. Et malgré la capacité des non résidentes à investir en Algérie mais leurs investissements demeurent contrôlés constamment par l'Etat et c'est ainsi qu'en 2003 la loi 90-10 a été réécrite pour mieux correspondre à la démocratie.

Tous ce qui a été entrepris depuis 1962 à 2001 montrent un total échec de l'Etat à construire une économie solide du pays, ce qui met à nu ces échecs et ainsi les vulnérabilités de l'économie algérienne sont les manifestations ou le printemps berbère, et malgré les erreurs

⁴⁷ Qui est constitué d'hommes et de femmes alors qu'ici on est face à un phénomène excluant les femmes

⁴⁸ Alors qu'en Algérie le plus grand problème était de générer le plus rapidement des profits sans tenir compte du progrès

⁴⁹ H.BENISSAD, op.cit, p18

vécu à cette époque là, en 2020 le peuple algérien se retrouve dans la même situation qui montre que l'économie du pays va toujours ma et l'impuissance et l'incapacité de l'Etat à construire un Etat fort basé sur la démocratie et la justice sociale, on peut dire que la bonne gouvernance n'est pas au rendez-vous.

On s'est que d'une part, la force des hydrocarbures décourage la concurrence des autres entreprises ce qui fait reculer leurs compétitivités et cela est encouragé d'autre part par les pouvoirs car ils s'attachent toujours à cette voie facile des hydrocarbures qui génèrent des profits immédiats et de l'argent facile tout en négligeant leurs volatilités des prix et les vulnérabilités auxquelles ils sont exposés et ce qui traine l'Algérie dans une dépendance commerciale et financière. Pour le FMI, le problème de diversification découle de la structure tarifaire hétérogène, mais qui ne cause pas de problème en Thaïlande, Inde ou au Viêt-Nam.

Selon MEKIDECHE, dans son livre, l'Algérie entre économie rentière et émergente (p-16), les facteurs qui conditionnent toujours l'économie algérienne dont en nombre de 3 :

- 2/3 des réserves fiscales de l'Etat qui proviennent de la fiscalité rentière ;
- Les contributions émanant des bénéfices sur les entreprises ne participent que de 3% à la fiscalité total ;
- 97% des ressources en devises proviennent toujours du secteur des hydrocarbures.

Déjà expliqué précédemment avec les industries industrialisantes. L'industrie algérienne est en fort déclin depuis qu'elle repose uniquement sur les hydrocarbures.

L'industrie ne contribue plus dans la formation du PIB depuis 2014, les parts prises par l'exportation des hydrocarbures sont exorbitants et critiques, le PIB doit être formé par les différents secteurs pour qu'il soit équilibré et diversifié et cela réduit fortement les vulnérabilités, mais à ce stade l'économie algérienne est prise au piège par cette rente et sans elle la croissance serait proche de zéro, ce qui fait qu'ont est dans une économie rentière et non une économie productrice et il n'y a pas de secteur qui pourrait rattraper l'autre ce qui accentue l'exposition aux chocs extérieurs.

Ce qui est accablant est la désindustrialisation que le secteur industriel a subit à cause des hydrocarbures ce qui vulnérabilise encore plus l'économie contrairement aux pays émergents qui connaissent de forte industrialisation tel que le Brésil et la Corée du Sud.

Selon la BM le secteur industriel contribue à hauteur de 39,6% au PIB et emploie 31% de la population active.

1.2.2. Le secteur privé

Jusqu'aux années 1980, l'Algérie lutte pour l'éradication du secteur privé qui est vu comme une source de bourgeoisie. Mais le terme de privatisation doit être approfondi, car beaucoup le voit comme un désengagement total de l'Etat de la sphère productive.

«En 2002 la SONELGAZ est transformée en société par actions, la loi 02-01 lui ôte le monopole de la production de l'électricité et du gaz ce qui rend possible le partenariat avec le capital privé » idem p 235

Le code de l'investissement 99-03 a été remplacé par l'ordonnance 01-03 pour développer les investissements et pouvoir investir et permet également d'ouvrir au droit de propriété. « Les investissements non résidents ouvrent droit au transfert des revenus qu'ils génèrent » idem p 236

Cette loi a pour objectif de soutenir les PME et de les encourager également à intégrer le marché de sous-traitance, ce qui va construire une chaîne et faire fonctionner plusieurs services et donc générer plus d'emploi. Mais malgré les améliorations institutionnelles évoquées cela doit être suivi de stabilité politique et une bonne gouvernance.

Mais si on tient un regard extérieurs on va se rendre compte que le secteur privé souffre toujours, est-ce une difficulté d'adaptation , une incompétence ou juste un manque de volonté de l'Etat et cette présence perpétuelle de freiner le secteur privé qui est vu comme une bourgeoisie compradore ?

Pour le secteur privé l'un des autres problèmes qui peut être soulevé est la difficulté d'accès à la propriété privée, même avec les procédures adéquates l'Etat ne délivre pas facilement cet acte ce qui montre une certaine négligence et la présence de la corruption mais aussi la vulnérabilité des systèmes administratifs.

Avec la désindustrialisation, le secteur privé n'a pas pris d'essor et n'investit pas dans un processus de fabrication, il n'est pas diversifié et reste toujours dans les services agroalimentaire et de matériaux de constructions, les entreprises qui priment souvent des TPE à l'exception de certains grands groupes : CEVITAL de Rabrab, ETRHEB de Haddad.

1.3. Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est un secteur qui accompagne et complète les secteurs primaire et secondaire. Il est un secteur important dans le bon fonctionnement des activités et contribue au développement économique et à la formation de la croissance. Le secteur tertiaire ou des services n'est malheureusement pas productif en Algérie, tout en sachant que la plupart des services sont gratuits ou quasi gratuits et d'autres secteurs et branches le constituant ne sont pas assez promus pour remplacer ou même alterner avec le secteur des hydrocarbures.

Selon la BM le secteur tertiaire contribue à 41% dans le PIB et emploie 59% de la population active, dont 2/3 sont dans les services marchands et 1/3 dans les services non marchands.

1.3.1. Le secteur bancaire et financier

La banque au début était gérée d'une manière socialiste et donc monopolisée par l'Etat, elle a connu des réformes de modernisation de 1986 à 1988 mais aussi l'instauration d'une concurrence entre les banques locales pour générer des financements des crédits qui étaient avant concentrés et pris en charge par le trésor public. Mais les emprunts restent toujours à court et moyen terme ce qui laisse entendre que les grands projets d'envergure ne sont pas pris en charge par les banques locales, car il n'y a pas de financement sur le long terme. Mais un changement a eu lieu qui était de commercialiser les banques avec la loi 88-06.

Avec les accords du FMI, le système bancaire a connu une mutation avec la loi 90-10 qui est adoptée avant la fin du 1^{er} stand by, cette loi stipule l'instauration d'un marché monétaire réel et de faire attention à leurs liquidités et solvabilités et de leur rentabilité, donc les banques locales doivent rendre des comptes à la banque d'Alger. C'est une manière de dire qu'il est tant que les banques contribuent au financement de l'économie et elle est vue comme le pilier de la nouvelle architecture économique.

AMARTYA Sen associe le développement aux libertés, car elles constituent le but et le moyen de développement, arrivées aux libertés substantielles et un Etat de droit et la démocratie et ce n'est qu'en présence de libertés qu'on peut y arriver. C'est ce dont l'Algérie manque, malgré l'annonce d'un Etat de droit en 2004 mais la réalité est toute autre chose.

Pour ce qui est des vulnérabilités économiques pour pouvoir les surmonter il faudra d'abord les cerner.

Pour ce qui est de la loi 90-10 sur la politique monétaire, elle a supprimé la distinction privé-public mais la Banque d'Algérie face aux réformes de modernisation n'a pas pris l'initiative de former son équipe ou augmenter son effectif. Malgré les dispositions prises pour que la banque s'autofinance et puisse financer l'économie, cela n'a pu être réalisé et elle continue d'être épaulée par le trésor public, ce qui montre la présence permanente des difficultés financières et l'épargne qui reste toujours un fléau et le manque de confiance accordé par la population à l'Etat et au système bancaire laissent aussi le manque de services compétents et de moyens qui poussent au développement de l'informelle et qui continue à primer sur les banques.

1.3.2. Le secteur du commerce et du commerce extérieur

En arrêtant l'exportation du vin et des agrumes et se tourner vers seulement l'exportation des hydrocarbures l'Algérie a perdu énormément de part de marché mondiaux, si elle avait gardé certaines cultures et avait juste rajouté les exportations le secteur du commerce extérieur serait épanoui lors de l'ouverture économique. Donc elle est partie d'une économie extravertie à une économie fortement spécialisée dans les hydrocarbures, au lieu d'essayer de développer les différents domaines.

Mais ce qui est flagrant c'est cette dépendance aux importations, l'Algérie importe pratiquement tout et ne produit que peu localement et ce qui est produit localement est négligé par la société ce qui pénalise doublement l'économie algérienne.

1.3.3. Le secteur du tourisme

Le tourisme en Algérie n'est pas un point fort, malgré les discours qui ont été promulgués à ce sujet mais aucune réelle volonté de le développer et de le promouvoir.

Les stratégies attractives ne sont pas déployées et même le système mis en place n'attire pas réellement les touristes, contrairement à nos voisins, Tunisie et Maroc. C'est un secteur qui peut construire une économie fiable et hors hydrocarbures, il est considéré comme facteur de création d'emploi.

Pour cerner le retard qu'accuse l'Algérie dans ce secteur, on va faire une petite comparaison avec ses deux voisins Maroc et Tunisie, en 2018, les recettes touristiques de l'Algérie sont d'environ 200 millions de dollar, au même temps le tourisme apporte de 1.4 milliards de dollar à la Tunisie donc 7 fois plus que l'Algérie et les algériens contribuent à cette recette chaque année en la visitant en masse grâce aux promotion sur le voyage. Chaque année ce retard est plus flagrant en le comparant avec le Maroc, les recettes touristiques du Maroc en 2018 étaient proches de 14 milliards de dollars soit 69 fois plus que l'Algérie à la même période. L'organisation du tourisme britannique BBS⁵⁰ (british Back Plaker Society) a publié au début de cette année 2020, que l'Algérie possède le meilleur potentiel en terme de tourisme et de l'aventure, ce qui pourrait le populariser comme la 1^{ère} destination mondiale en terme de voyage d'aventure.

Selon les études américaines, l'Algérie pourrait éviter la crise en s'appuyant uniquement sur le tourisme en secteur porteur qui lui permettra de sortir de la dépendance aux hydrocarbures, mais en raison du poids du gaz et du pétrole ce secteur n'a pas été développé dont les infrastructures sont très limites et médiocres.

Le tourisme algérien n'est pas rentable car il n'est pas valorisé.

1.1.4. les administrations publiques

Les administrations publiques en Algérie subissent une considérable mauvaise gestion ce qui freine et décourage certaines taches et même les investissements. Le favoritisme et la corruption prennent une place considérable ce qui touche aussi la structure de l'emploi.

⁵⁰ C'est une organisation leader en tourisme d'aventure regroupe plusieurs experts dans les types de tourisme dans le monde

1.4. la contribution de chaque secteur dans la croissance économique

On va ici étudier quelques périodes de la part de chaque secteur dans le PIB qui est un facteur important dans la détermination de la croissance économique.

Tableau N°9: répartition sectorielle du PIB en % pour 2004 et 2005

	Part des secteurs dans le PIB à prix courants		Part des secteurs dans le PIB à prix constants	
	2 004	2005	2004	2005
Agriculture	9,4	7,7	11,7	11,3
Hydrocarbures	37,9	44,7	26,6	26,8
industrie dont industrie manufacturière	6,2	5,3	7,4	7,2
	4,9	4,3	4,4	4,3
BTPH	8,3	7,5	10,2	10,4
services marchands	21,2	19,6	24,4	24,6
services non marchands	9,9	8,5	12	11,8
TVA+DT/M	7,3	6,6	7,8	7,9
TOTAL	100		100	

Source : Y. Benabdallah, «L'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelle priorité ? »⁵¹ p-3 CREAD Alger

D'après ce tableau on comprend que la place des hydrocarbures est considérable ce qui montre l'incapacité des autres secteurs à rivaliser mais aussi le fait que le secteur moteur de l'économie algérienne sont les hydrocarbures.

⁵¹ Article disponible sur le site : <https://www.gate.cnrs.fr/unecca07/communications%20pdf/Benabdallah-Rabat07.pdf> 25/12/20 20 :46, le tableau a été modifié selon les besoins.

Une stagnation de l'industrie est flagrante pour l'économie du pays, ce qui prouve encore une fois la faible présence d'une production locale qui permet la relance économique et surtout qui qualifie l'économie algérienne d'une économie rentière qu'autre chose. Comme le montre les tableaux suivants :

Tableau N°10 : la stagnation de l'industrie en %

	1997-1999	2000-2015	2006-2010	2011-2012
part de l'industrie dans le PIB	ND	14	13,5	6,4
X° manufacturière publique	0	-1,1	-1,2	0,3
X° manufacturière privé	6	3,7	1,1	ND

Source : .BENACHENHOU, « l'Algérie sortir de la crise », op.cit, p-77

Tableau N°11 : croissance annuelle moyenne du secteur public industriel en %

	2000-2005	2006-2010	2011-2012
industrie alimentaire	-15,3	-3,2	8,4
ISMME	4,3	-2,3	1,9
Chimie-pharmacie	-2,1	-2,8	-2,1
Textiles	-8,8	-7,3	-12,9
cuirs et peaux	-6,7	-8,2	-1
matériaux de constructions	3,4	-1,8	-2,9

Source : .BENACHENHOU, « l'Algérie sortir de la crise », op.cit, p-77

Selon la banque mondiale :

Le ralentissement de la croissance du secteur des hydrocarbures a permis à la croissance hors hydrocarbures de connaître une légère hausse de 3.4% en 2018 et 3.9% au premier trimestre de 2019.

Les secteurs des services commerciaux, de l'industrie de la construction et des travaux publics et de l'agriculture continuent de stimuler la croissance hors hydrocarbures qui atteint 5.6%, 4.6%, 3% et 2.7% respectivement au 1^{er} trimestre de 2019.

Section 2 : les problèmes de diversification et dépendance aux hydrocarbures

On est bien arrivé à dire que l'économie algérienne n'est pas diversifiée mais cela ne touche que l'aspect de production ou même des secteurs tels qu'il a été vu, mais aussi la non-diversification des sources de financement, bien évidemment qui sont intimement liées car l'un engendre l'autre. Ainsi « l'échec des politiques de diversifications et même les comportements des consommateurs freinent structurellement la croissance et l'emploi productif »⁵², et cela est le résultat d'une mauvaise allocation des ressources, ce qui a mené à un désordre économique qui impacte négativement la croissance économique à long terme..

2.1. Absence de diversification des sources de financement de l'économie algérienne

La principale source de financement provient des exportations des hydrocarbures et de leurs fiscalités, ce qui montre aussi la non-diversification des ressources qui découlent d'une absence de diversification économique.

2.1.1. La fiscalité pétrolière et ordinaire

On prend la période de 2005 à 2013 comme exemple pour montrer la primauté de la fiscalité pétrolière sur la fiscalité ordinaire.

Tableau N°12: la fiscalité pétrolière et ordinaire de 2005 à 2013 en milliard de DA et en %

	2005	%	2010	%	2013	%
fiscalité pétrolière	2568	79	2820	68,5	3618	63
IRG des salariés	83	13	239	18	489	2,14
IRG des non salariés	23	3,5	58	4,5	69	3,3
IBS	63	10	255	19,5	258	12,5
TVA local	95	14	191	14,5	234	11,5
Droits de douanes	143	20,5	184	14	398	19
TVA sur importation	135	20	252	19,5	439	21,2
Autres	122	19	130	10	185	8,5

Source : combinaison de tableaux d'A.BENACHENHOU, « l'Algérie sortir de la crise », op.cit pp-16-17

Ainsi le tableau montre que 2/3 des recettes de l'Etat proviennent de la fiscalité des hydrocarbures, et la faiblesse de la fiscalité ordinaire reflète la situation fragile de l'économie

⁵² A.BENACHENHOU, « l'Algérie sortir de la crise », op.cit, p-13

qui est conjugué avec la monté de l'informel mais aussi le niveau élevé des exonérations fiscales qui confortent les consommateurs mais qui limite la pression fiscale qui devrait être l'une des sources financières importante de l'Etat.

Ce tableau nous montre également une faiblesse des prélèvements obligatoires locaux et cela est lié au manque d'activités économiques dans la plupart des localités et qui montrent également une précarité et un niveau de vie relatif et un manque d'emploi cela conduit aux inégalités régionales et sociales dont on a déjà parlé dans le chapitre 30.

Mais on comprend également que la faiblesse de l'IBS montre la faiblesse de la contribution du secteur privé dans le financement de l'économie et même dans le développement car il est un secteur moteur de l'économie de marché et cette faiblesse montre un processus de transition inachevée.

Mais le fait que l'Etat prenne toujours en charge la quasi-totalité des charges sociales et subventionnes bon nombre d'activité montre également cette transition inachevée et le poids d'un Etat prédominant et cela malgré le manque de ressources financières qui conduit à sa fragilité. Par exemple, les dépenses d'équipements pour les infrastructures économiques et sociales sont passées de 807 milliards de DA en 2005 à 2494 milliards de DA en 2014 (A.BENACHENHOU, « l'Algérie sortir de la crise » p-81.

2.2. Les importations comme obstacle à la diversification

De toutes les politiques entrepris pour le développement de l'économie algérienne ont conduit à une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur et cela à conduit à de forte importations.

Le développement locale en Algérie n'est pas dans la ligne de mire, les investissements sont fortement concentrés sur les hydrocarbures ce qui entrave la diversification tel qu'il a été déjà démontré et cela a conduit à de fortes importations de tout genre et de tout produit ce qui ne favorise pas la production local. Ainsi, avec la mondialisation les préférences et les goûts des consommateurs sont fortement influencés par l'étranger notamment les produits américain et cela marginalise les produits locaux, et la politique d'importation que le gouvernement utilise ne fait qu'accentuer la gravité de la situation, malgré le fait que le derniers discours des gouverneurs stipule la réduction des importations cela ne suit pas avec la promotion de la production local avec la dépendance aux hydrocarbures mais pas seulement car la mauvaise gouvernance et la corruption joue un rôle considérable dans cette fragilité.

Cela ne pénalise pas seulement la production mais aussi l'emploi, car l'absence de diversification conduit à l'augmentation du chômage et, pas que, cela aussi encourage plus la bourgeoisie et les activités commerciales qui ne contribuent pas réellement au développement mais aussi qui favorisent la duplication du secteur informel.

« La faible diversification économique est engendrée par la faiblesse de la base productive ce qui a renforcé le poids des importations au détriment du secteur productif »⁵³

2.3. La dépendance aux hydrocarbures

La croissance algérienne reste toujours dépendante des performances du secteur des hydrocarbures et de celle des services la faible contribution des secteurs productifs notamment (le secteur industriel et manufacturier et agricole) est préoccupante quant au soutien de la croissance de l'économie algérienne a long terme.

Le point fort de l'expansion du secteur des hydrocarbures est le fait que les revenus générés de l'exploitation de cette ressource permettent la réalisation de certains projets à savoir les routes la construction de logements et bien d'autres dépenses d'infrastructure. La création de petites et moyennes entreprises le règlement de la dette extérieure.

Le point faible et la mise en œuvre de politique économique toujours en faveur du secteur de secteur des hydrocarbures dans le but de générer des recettes considérables et négligeant les effets adverses que de telle politiques pourrait sur le reste de l'économie.

⁵³ ALOUI Khalissa et BEN ATSOU Lounis « les effets de la rente pétrolière sur la croissance des secteurs productifs en Algérie », mémoire, 2013/2014 p-50

2.4. l'orientation des investissements nationaux et les IDE

Les étrangers ont eu du mal à investir en Algérie car ils ne tiennent pas les engagements malgré les lois, mais aussi le problème d'instabilité juridique qui décourage les investissements, tout en sachant que l'Etat de droit et de la démocratie en Algérie n'est pas au RDV.

Le changement de lois et de décision a fait stopper énormément de contrat d'IDE et des négociations en cours. L'instabilité juridique est un obstacle de taille pour les investissements étrangers, il y avait une certaine incohérence de la loi 51/49 avec la juridiction et le manque de crédibilité.

Les investissements, qu'ils soient nationaux ou étrangers, sont plus orientés vers les hydrocarbures.

L'investissement joue un rôle central dans le circuit économique, l'acquisition de nouveaux investissements engendre aussi bien des effets sur la demande que sur l'offre. Il constitue ainsi le moteur de la croissance économique.

L'un des déterminants fondamentaux de l'investissement est l'accès au capital, en Algérie, cet accès via le marché financier ou le secteur bancaire est très restreint, ce qui constitue un frein majeur à l'investissement productif de masse. Les marchés étant peu développés, le principal mode de financement pour les entreprises, outre les fonds propres, est le crédit bancaire. Or, l'accès au crédit bancaire est à la fois restreint en Algérie et très onéreux. Le coût du capital est très cher (souvent supérieur à 10 %), ce qui décourage l'investissement. Le système de garanties demandées est par ailleurs très strict, au point que certains peuvent juger les banques algériennes frileuses (elles sont sur-liquides)⁵⁴

L'investissement d'une manière générale et plus particulièrement l'investissement privé et l'investissement direct étranger (IDE), sont les facteurs les plus déterminants qui auront un rôle majeur dans la diversification de l'économie algérienne, cependant, la diversification de l'économie algérienne par les nouvelles mesures décourage les IDE.

⁵⁴ SEDDIKI, Fadila. L'économie algérienne : Economie d'endettement ou économie de marché financier ?.- 230. Thèse de doctorat : Economie : Université De Tizi-Ouzou : 2013

Le secteur hors hydrocarbure a connu une sècheresse en matière d'investissement direct étranger, l'Algérie est classée derrière la Tunisie et le Maroc, le Maroc et la Tunisie ont capté 2 milliards de dollar en 2009, et l'Algérie n'a pu capter pour sa part qu'environ 500 Million de dollars au cours de la même période, deux problèmes sont toujours crédibles en Algérie le premier est lié à l'instabilité politique, le second est lié au taux de change et la dévaluation du dinar.

On constate donc que le gouvernement algérien ne dispose ni du savoir-faire ni peut être de la volanté ou les moyens d'assurer efficacement les garanties ce qui explique l'absence de l'investissement européen en Algérie, les entreprises européennes se limitent aux relations commerciales avec l'Algérie mais sont pas prêtes à effectuer des investissements lourds. Par exemple, seule 450 entreprises et entrepreneurs français implantés en Algérie, employant environ 40000 salariés (générant plus de 100 000 Emplois indirects) en 2020⁵⁵.

Les éléments structurants de base sont absents en Algérie (marché financier – marché immobilier – marché des échanges), « l'Algérie n'est toujours pas parvenue à édifier une économie de marché suffisamment structurée pour susciter la décision d'investir en Algérie plutôt que dans un autre pays »⁵⁶

Les IDE émis par les grandes places financières cherchent les pays les plus stables ayant un climat d'affaire qui répond aux normes, et surtout un Etat de droit qui assure les différentes garanties (rapatriement des capitaux, les bénéfices générées), ce n'est malheureusement pas le cas de l'Algérie, qui ne développe aucune politique offensive dans ce sens.

Et pour y remédier, l'Algérie fait un énorme pas en 2019 en supprimant la loi 51/49 et le droit de préemption pour les secteurs non stratégiques.

L'Algérie est classée par la BM en 2019 157^e sur 190 pays pour le Doing business.

⁵⁵ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/dz/rerelations-economiques-bilaterales>. publié 4/06/2020
consulter le 20/10/2020 à 21:10

⁵⁶ NORDINE GRIME, L'économie algérienne otage de la politique, page 79

Section3 : Les constats de la problématique de l'économie algérienne

On peut constater aujourd'hui que l'emploi est centré en grande partie dans les services et les administrations qui sont des services non productifs et 75% des services sont non productif.

Ce n'est pas le secteur d'agriculture et de l'industrie qui crée de l'emploi, ce qui montre que les deux secteurs du bâtiment grâce seulement aux investissements publics ont pu créer de l'emploi.

On constate aussi qu'il n'y aucune coordination et complémentarité entre les différents secteurs. Il n'y a pas de communication entre les structures, ni une vision stratégique commune, ce qui conduit à une incapacité de développer le tissu industriel et donc incapacité de se défaire de la dépendance aux hydrocarbures.

Selon Nordine Grim, la recherche de recette facile par le gouvernement a fini par conduire l'économie algérienne vers une prise en otage par la politique. Et manque de marché bancaire et financier.

L'Etat ne priorise plus la transition et son argument est la faillite qu'ont frôlé les banques ce qui les poussent à arrêter la privatisation et elle continue de tout financer. Malheureusement les entreprises publiques algériennes sont déstructurées et ont un solde toujours négatif.

« Les raisons de cette déstructuration sont :

- la concurrence étrangère ;
- le marché informel, corruption et contre façon ;
- l'interdiction d'investir dans la modernisation des équipements de production,
- la non-mise à niveau du management global des EPE ;
- l'immobilisme dû à l'objectif rarement atteint de privatisation ou de partenariat ;
- le mauvais choix des dirigeants. »⁵⁷

Malgré la déstructuration l'Etat continue à les financer au lieu de consacrer ses sommes colossales à des PME ou entreprises qui ont réellement fait des progrès et ont besoin de soutiens.

La transition est réduite à cause du climat d'insécurité qui a engendré deux effets :

⁵⁷ Nordine grim, « l'interminable transition », op.cit, p-78

- l'interminable état d'urgence, blocage à la transition démocratique ;
- l'effet repoussoir sur les investisseurs étrangers (quand il n'y a pas de sécurité des investisseurs ne veulent pas investir).

Le blocage de la transition est aussi induite par le manque de stratégie lors des réformes et donc on ne sait où on va ! Ce qui empêche la rupture. Sous les règnes de Boumediene, le privé n'avait aucune place et le seul propriétaire était l'Etat, ce n'est que sous le règne de Chadli Bendjdid que l'émergence d'entreprise privé a eu lieu avec remise en cause de la charte National et une nouvelle constitution qui autorise certaines libertés et donc la mise en place de réformes qui permettent de libéraliser l'économie et le commerce du monopole étatiques donc l'entreprise publique acquiert une autonomie et l'entreprise privé émerge, aussi la création d'ONG, journaux, liberté de syndicalisations.

Tout cela sera ralenti avec l'annulation des élections à la fin des années 1980 à cause de la remonté du FIS qui menaçait nettement la sécurité du pays et qui le sombre dans une horrible guerre civil sanglante. A cet effet, l'international à mis sur le bon de touche de l'Algérie et lui reproche l'annulation des élections mais les événements du 11 septembre 2001 montre le danger duquel l'Algérie s'est préservée, une insécurité de 1980 à 2003.

La succession de chef d'Etat et de gouvernement a fortement impacté les réformes car chaque gouvernement établi un changement de loi et impose sa vision des choses ce qui ne cesse de retarder et faire perdre du temps à la transition.

Plus de 400 000 entreprises privé en 2008, leurs contribution à la richesse nationale est de 85% du PIB hors hydrocarbures en 2007 dans tous les secteurs. Il y a aussi l'émergence de certains métiers interdit au paravent tel qu'huissier, notaire, commissaire...

Tout cela a permis une rupture progressive avec le régime socialiste, malgré le fait que cette élite ne soit pas encore en mesure de pouvoir prendre place dans le pouvoir politique.

On peut dire qu'en 2020 le processus bureaucratique est toujours présent par le simple fait que Bouteflika est resté au pouvoir de 1999 à 2019 (20ans) son départ a eu lieu suite à la colère du peuple qui se réveille enfin, et le gouvernement connaît un bouleversement qui touche le monde entier suite à la révolution pacifique a appelé révolution du sourire, qui dure depuis février 2019, mais cela montre encore l'absence de démocratie et d'Etat de droit qui contribue d'une certaine façon à la vulnérabilisations de l'économie, e attirant les regard sur les droits de l'homme et qui les grandes institutions internationale blâment

sévèrement l'Algérie à cette insu. D'ailleurs comme on peut le lire sur TSA d'un communiqué tenu le 08/12/2020 à 9 :51 par Ali Idir, sur la vidéoconférence qui a eu lieu entre l'Algérie et l'Union européenne que l'Algérie porte atteinte aux droits de l'homme et cela suite aux plusieurs arrestations arbitraires lors des manifestations et pour de nombreuses autres raisons.

Pourtant, dans le discours du 5 juillet 2004, Bouteflika stipule que l'Etat de droit est achevé, que le gouvernement va assurer la transparence et la modernisation sociale, un discours qui rassure le peuple mais qui ne reste que des paroles et qui ne suivent jamais d'actes concrets, car en 2019 cet état de droit n'est toujours pas au rdv, et que c'est une chose qui est fortement au développement.

Aucun changement ni plan n'a été opéré, on est toujours dans les mêmes discours et qui ne met en avant que les résultats quantitatifs des hydrocarbures. Si les recettes des hydrocarbures sont bonnes, l'économie va au mieux, mais si elles baissent, les gouverneurs sont pris de panique et n'arrive pas à dessiner une politique de développement qui ne se base pas sur la rente pétrolière, il faut se le dire les ressources naturelles sont le mal d'un pays, elle renforce la corruption et les systèmes mafieux si elles sont mal géré et mise entre de mauvaises mains. Depuis maintenant près de 60 ans d'indépendance et aucun réel changement n'a été constaté ou ressenti, la diversification de l'économie n'est toujours pas au point, et les événements de 2019 montrent le grand scandale et le règne mafieux dont lequel était réposé l'économie et le sort de tout un pays.

Par exemple, malgré les efforts du ministre de l'industrie et de la promotion de l'investissement des années 2000, Mr Lamiri Abdelhak, a élaboré une stratégie ambitieuse, mais le reste du gouvernement n'a pas suivi et elle a été réfutée, pour arriver à un développement, les secteurs ne peuvent pas travailler isolément et selon lui dans son ouvrage « crise de l'économie algérienne », les programmes de relance macro-économique sont simplistes et représente un leurre (une tromperie), (p-222).

Pour ce qui est de la privatisation, elle n'avance pas comme prévu, on peut constater une fausse privatisation, les dirigeants des grandes entreprises sont désignés par l'Etat et cela par le biais du favoritisme ce qui accentue la corruption et non pas selon leurs compétences et cela ne conduit pas à une transparence et une bonne rentabilité, et c'est là qu'on comprend que ce n'est qu'une question de volonté politique de pouvoir changer les choses. La privatisation et la transparence sont importantes dans un cadre de mondialisation, mais le vice

de s'enrichir plus vite au dos du peuple, l'effet de la corruption prennent de l'ampleur est amène à l'Etat où en est aujourd'hui l'Algérie.

L'ouverture commerciale en Algérie a eu également des effets néfastes pour l'économie algérienne, un manque de contrôle extravagant qui ont aggravé la situation du marché parallèle et une flambé des importations qui nuisant tout deux au commerce national.

L'emploi informel prend une importante place dans le pays, il permet d'embaucher de plus et c'est l'une des raisons qui pousse l'Etat à ne pas agir, elle le considère comme « un mal nécessaire ».

L'ouverture commercial a aussi ouvert des portes à la contre façon ce qui bien évidemment alimente et fait fonctionner le marché noir.

Ainsi, le citoyen est aussi un facteur qui contribue à la vulnérabilisations de l'économie avec des pratiques illicites et cela aggrave la situation de la corruption.

L'Algérie n'était pas préparée à l'ouverture économique, elle s'est faite d'une manière brutal, ce qui accentue sa déstabilisation et donc aggrave ses vulnérabilités, cela se conjugue également par l'inexistence d'une protection de la production national et un système bancaire non adéquat.

Malgré la dépendance aux hydrocarbures, elle en constitue un frein car elles ne sont pas valorisés et diversifiés. L'Algérie ne dispose pas de moyens structurels et d'un environnement favorable à la valorisation de ses hydrocarbures tel qu'est le cas de la plus part des PSD.

Ce qui rend aussi vulnérable l'économie algérienne est le manque de volonté politique, l'instabilité politique a un impact négatif sur le climat des affaires, le changement de lois décourage les investisseurs étrangers.

L'instabilité politique est l'une des plus importantes vulnérabilités de l'économie algérienne, car l'Etat est actionnaire majoritaire.

Avec le choc de la transition économique elle contribue à la fragilisation de l'économie algérienne au lieu d'avoir un effet inverse, et donc elle constitue un pont non négligeable de la vulnérabilité de l'économie algérienne.

Les différentes réformes n'ont fait que dégrader le tissu économique et le fragilise davantage, des changements de programmes et de plans de développement rendent ainsi, la politique instable et l'économie incertaines.

Mais il y a aussi le problème de régionalisation qui mène à une inégalité régional. Si on fie aux pôles de croissances de PERROUX, l'effet boule de neige qui devait entrainer le développement n'a pas eu lieu même en 2020, la différence entre le pôle d'Alger qui est la capitale et d'autres wilaya tel que la nôtre Tizi-Ouzou est flagrant, ou même si on compare Oran à une autre wilaya du sud ou de sa même région. Même au sein même des wilayas il y a une inégalité de développement. On peut comprendre qu'il y a une sorte de spécialisation et d'agglomération des activités et un développement en termes d'infrastructures dans certaines grandes wilayas et le reste qui est juste le reste. Par exemple il y a un manque de zones d'activités, le problème d'emploi du à la concentration des activités dans les pôles de croissances, par exemple les grandes entreprises et les leurs sièges se trouvent à Alger, le complexe sidérurgique à Annaba.

Ainsi on comprend que les théories de développement ne peuvent pas être calquées sur tous les pays, chaque pays a son propre construit sociale, son propre développement, c'est pour cette raison qu'à partir des années 1980 le développement local fait son apparition et on parle de mode de développement. La plus part des théories de développement on été un échec et on peut dire que la situation de Sous-développement n'est pas spécifique à l'Algérie, mais ce qui nous intrigue c'est que l'Algérie, contrairement à certains pays africain a les moyens de se développer et aussi comparé à ses voisins marocains et tunisien ils se sont développer grâce à la promotion du tourisme et c'est à cet effet qu'on se demande qu'est-ce qu'et devenu l'argent du pétrole, pourquoi avoir développé certaines régions au détriments des autres, les inégalités régionales seraient-elles aussi l'une des raisons de vulnérabilités de l'économie algérienne ?

Pour ce qui est de la transition économique entamé vers les années 1980 à l'ouverture économique exigé par le FMI, donc le passage d'une économie socialiste à une économie de marché, reste difficile pour tout Etat, passer d'un système à un autre du jour au lendemain ne peut avoir que des impacts négatifs car la société ne s'y est pas préparé mais aussi parc que 'Etat aura toujours du mal à se désengager du monde économique ou même des branches d'activités notamment celles stratégiques.

La transition économique n'est pas que ce changement dont l'être humain craint naturellement, mais selon BENISSAD, il y a également des forces extérieures qui œuvrent à

freiner cette transition telle qu'en Algérie à savoir, les apparatchiks⁵⁸, l'Elite politique ayant une clicutelle, le monde du travail et le secteur privé.

Il faut savoir aussi que l'opposition aux réformes économique est plus rude dans les économies rentières, ce qui montre que oui les hydrocarbures sont un obstacle d'une certaine manière aux investissements productifs car elles sont facilement disponibles sans aucun effort de production donc on ne cherche pas d'investissements réels et pouvant faire sortir le pays de cette trappe des hydrocarbures auxquelles il est exposé, ce qui était le cas de la Russie en 1966 selon Fisher et Sahag.

La thérapie de choc appliqué en Algérie entre 1987 et 1993 a contribué à l'extension de la corruption et tension sociale et demeure sensible aux chocs extérieurs. On sait qu'une transition est toujours longue mais pour l'Algérie de 1986 à 2020 n'est-il pas suffisant ?

Très mince sont les changements ressentit, le chômage ne cesse d'augmenter et la population de cessent de s'appauvrir avec un marché à des prix vertigineux et une inflation qui pèse lourd sur tout algérien, notamment entre 2019et cette année 2020 qui sont la combinaison des crises économiques pour l'Algérie et sociale mais aussi des crises sanitaires qui touchent le monde.

En 2009, le pays se retrouve toujours dans la transition vers une économie de marché, mais en 2020, cette phase est toujours existante et le pays n'a pas développé une économie diversifié sur laquelle elle peut se reposer et ce qui rendra son économie moins vulnérable face à la volatilité des prix du pétrole.

Malgré les discours des différents chefs d'Etat et gouverneurs qu'à connu l'Algérie qui stipulaient l'économie de marché, aucun d'eux n'a réellement défini l'économie de marché qu'ils voulaient et même la réelle manière d'y procéder. A mon avis, même la société n'y était pas préparée à ce changement et a du mal à rompre avec l'ancien système. Les gouverneurs algériens ont la fâcheuse tendance de ne jamais aller au bout de leurs projet, au moins problème ils préfèrent abandonner au lieu d'en trouver des solutions.

⁵⁸ Anciennement, membre salarié à plein temps du parti communiste de l'U.R.S.S ou d'une démocratie populaire.
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/apparatchik/4624> le 08/12/2020 à 19:36

Conclusion du chapitre

Il n'y a pas de stratégie à long terme et pas de coordination. La rente pétrolière a un impact négatif notamment dans l'usage pervers qui est utilisé par les oligarques pour retarder certaines réformes, ce qui explique le retard contrairement aux autres pays, et pourtant on a tous les moyens nécessaire pour y remédier et être l'une des économies les plus puissantes au monde.

Le problème de diversification est aussi issu du cercle vicieux entre dépendance aux hydrocarbures, mauvaise gouvernance et corruption.

La croissance algérienne reste toujours dépendante des performances du secteur des hydrocarbures et de celle des services la faible contribution des secteurs productifs notamment (le secteur industriel et manufacturier et agricole) est préoccupante quant au soutien de la croissance de l'économie algérienne a long terme.

Le point fort de l'expansion du secteur des hydrocarbures est le fait que les revenus générés de l'exploitation de cette ressource permettent la réalisation de certains projets à savoir les routes la construction de logements et bien d'autres dépenses d'infrastructure. La création de petites et moyennes entreprises le règlement de la dette extérieure.

Le point faible et la mise en œuvre de politique économique toujours en faveur du secteur de secteur des hydrocarbures dans le but de générer des recettes considérables et négligeant les effets adverses que de telle politiques pourrait sur le reste de l'économie.

Il faut se demander aujourd'hui si les dirigeants ont la liberté de décision et sont juste soumis à la fin à un contrôle comme le stipule les réformes.

Quelle solution pour le problème de la dévaluation de la monnaie ?

Pourrait-on parler de remplacer le secteur des hydrocarbures ou une combinaison.

Qu'elles stratégie à opérer pour la stabilisation de l'économie et sortir de la trappe des hydrocarbures ? Comment faire fonctionner tous les secteurs, sans qu'il y ait une dépendance.

L'Algérie pourra-t-elle sortir de ce cercle vicieux de la corruption ? Les citoyens accepteront-ils un réel changement de mentalité pour le développement du pays ? La transition prendra-t-elle fin un jour ?

Ainsi la vulnérabilité de l'économie algérienne est le résultat d'un cocktail de plusieurs vulnérabilités et faiblesses dans les différents domaines de l'économie et de la vie sociale, car n'oubliant pas ce côté de l'homme qui craint le changement qui va à l'encontre de la définition de Perroux du développement.

CLUSION GENERALE

Tous les pays du monde, qu'ils soient développés ou sous-développés, ont un point qui les lie, et dont ils sont inéluctablement touché, c'est la vulnérabilité.

La vulnérabilité est apparue au cours des dernières décennies comme un concept qui qualifie la fragilité de certaines choses, et il a été emprunté par plusieurs disciplines qui lui ont attribué des définitions propres à elles et auxquelles le débat est toujours d'actualité. Bien évidemment ce concept fait parti actuellement du socle de vocables économiques et est utilisé pour définir ou représenté une économie fragile et qui est facilement affecté par les aléas économiques, politiques, sociaux, environnementaux et extrieurs, mais la seule différence entre les pays développées et les pays sous-développées et leurs résilience face à cette vulnérabilité, ainsi son origine, son évolution et son dépassement dépendra des capacités et des moyens déplorées pour dépasser et surmonter cette vulnérabilité.

La vulnérabilité économique peut être divisée en deux groupes de catégories: les vulnérabilités économiques internes et les vulnérabilités économiques externes.

Les vulnérabilités internes sont des vulnérabilités qui émanent du fonctionnement intérieur du pays, sa gouvernance et aussi de son environnement géographique.

Les vulnérabilités externes sont des facteurs extérieurs qui peuvent avoir un impact négatif sur l'économie du pays, tel que les crises économiques.

Les pays sous-développés sont les plus touchées en vue de la nature fragile constante de leurs économies, leurs économies ne dépendent que d'une matière première qui est le plus souvent une ressource naturelle dont le prix est déterminé par le marché mondiale et qui est fortement impacté par les crises telles que les hydrocarbures.

Ainsi, l'Algérie est l'un des pays sous-développé dont son économie est fragile. Depuis son indépendance l'économie algérienne est passé par plusieurs réformes et plan pour aboutir à un

développement économique et cela en adoptant des théories économiques qui n'ont pas rapporté leurs fruits.

L'économie algérienne a connu deux périodes, une période de socialisme et une période de transition vers l'économie de marché, la première période n'a été qu'une succession d'échecs qui a entraîné une double dépendance, à savoir la dépendance extérieures et la dépendance aux hydrocarbures.

La dépendance aux hydrocarbures s'accaparent tous les projets d'investissements qu'ils soient nationaux ou étrangers, mais aussi les principales sources de financement émanent des recettes pétrolières issu des exportations et de la fiscalité pétrolière, cette dépendance entraînent une fragilité de l'économie et cela à travers les fluctuations des prix du pétrole mais aussi l'absence de diversification de l'économie, et cela s'aggrave avec la dévaluation monétaire que connaît le pays mais aussi les crises économiques et sanitaires de ces deux dernières années. Et on arrive à comprendre que depuis 1962, tous les efforts entrepris n'ont pas été suffisant et cela n'est pas seulement du à la dépendance aux hydrocarbures, car en vrai cette dépendance est le résultat de d'autres facteurs structurelles que conjoncturelles.

La mauvaise gouvernance et la montée de la corruption sont les deux fortes raisons qui vulnérabilise l'économie algérienne, comme certains l'ont dit les hydrocarbures ne sont qu'une arme politique pour assouvir la soif de pouvoir et d'argent. Malgré que les ressources naturelles soient considéré par avant comme facteurs de développement il en est aujourd'hui de dire que ce n'est plus le cas, la mondialisation a redéfini le développement, où l'innovation et la spécificité sont plus important que les ressources naturelles qui ont eux achevés leurs cycle de gloire, pour revenir au sujet, vouloir atteindre le sommet sans la construction d'une base solide ne mènera sans doute qu'à l'effondrement, ainsi les gouverneurs algériens malgré leurs succession interminable et leurs divergences de projets de développement, ont tous convergé vers le fait que les investissements dans les hydrocarbures pour récolter les revenus nécessaires été le seul moyens pour se développer et c'est ainsi que les hydrocarbures adoptent tous les mages des investissements et des réinvestissements mais malheureusement, l'effet boule de neige tant voulu n'a jamais vu le jour et cela est plus du à la corruption, à une mauvaise gouvernance qu'aux hydrocarbures.

Cette mauvaise gouvernance qui conduit à une instabilité politique décourage les investissements privés et même les investissements direct étrangers qui eux aussi sont orientés vers les hydrocarbures que vers les autres secteurs productifs et cela est aussi lié au climat des

affaires médiocre dont regorge l'Algérie. On déduit alors que le gouvernement et les décideurs ont un rôle dans la crise économique du pays, car il revient à eux d'orienter et diriger ces recettes gérées par les hydrocarbures vers des secteurs créateurs de richesses⁵⁹.

L'investissement dans d'autres secteurs est aussi découragé par le secteur des services qui est très long et dont les systèmes bancaires ne peuvent prendre en charge. Ainsi non seulement l'Etat gère mal les recettes pétrolières dont elle dispose mais aussi elle est à l'origine des blocages de toute initiatives et c'est là qu'on comprend que les lois et textes sont très différents de la réalité.

Tout en sachant que l'Etat subventionnent un bon nombre d'activités et qui sont aussi exonérées alors qu'elles peuvent être génératrices de nouveaux revenus supplémentaires.

La crise de l'économie algérienne qui persiste depuis des années n'est pas une crise économique seulement mais une crise systémique qui regroupe plusieurs facteurs fragilisant son économie.

⁵⁹ HAOU kahina impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie. Mémoire de magister Tizi Ouzou page 220.

ANNEXES

ANNEXES

ANNEXE N°1 : Production intérieure brute par genre d'activité économique (2007/2011)

Genre d'activité	2007	2008	2009	2010	1011
Agriculture sylviculture et pêche	708 691.6	727 413.1	913349.1	1015258.8	1173713.9
Hydrocarbures	40 89 308.6	4 991 554.5	3 109 078.9	4 180 357.7	5 242 098.8
Commerce	863 197.3	1 003 199.4	1 151 632.6	1 279 478.9	1 444 635.8
Eau et énergie	87 691.6	93 705.9	91 210.8	98 622.1	110 601.3
Mines et carrières	10 505.7	16 916.0	19 061.8	18 205.5	20 667.3
BTB	732 720.7	869 900.6	1 000 054.9	1 194 113.5	1 262 566.7
Industrie agroalimentaire	156083.2	164 160.2	188 483.0	214 132.6	231 849.6
Industrie textiles	13039.8	12 876.1	14 590.7	13 842.8	13 477.7
Transport et communication	822406.6	863 722.8	911 311.3	991 426.4	1 049 778.7
Hôtels et restaurants	80758.0	91 175.5	105 451.5	114 387.8	121 429.3
Services fournis aux ménages	95130.5	105 047.1	114 542.9	121 832.0	137 127.2
Services et travaux pétroliers	92368.8	86 719.5	94 767.1	63 312.0	70 701.2

Source : ONS 2012

ANNEXES N°2 : EVOLUTION DE LA REPARTITION DE LA POPULATION PAR ZONES ECONOMIQUES.

Zones économiques	Population en 1966			Population en 1990		
	En milliers (000)	En %	Par km ²	En milliers	En %	Par km ²
Z1 Plaines côtières	4.140	34.3	145	6.139	36.4	220
Z2 Vallées intérieures du nord	1.180	9.8	106	1.583	9.4	143
Z3 Montagnes	3.062	25.4	58	3.831	22.7	77
Z4 Hautes plaines	1.767	14.7	40	2.323	13.8	56
Z5 Steppes – Sahara	1.073	8.9	7	1.680	9.9	10
Z6 Grand sud	833	6.9	06	1.269	7.5	0.6
Ensemble du pays	12.055	100	5	16.825	100	7.3

Source : OURABAH Mahmoud, « les transformations économiques de l'Algérie », éd ENAG et Publisud Alger 1990.

ANNEXES N°3 : EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'HYDROCARBURES 1962-2011

Années	Pétrole brut et condensation	G.P.L	Produits raffinés (hors GPL	Gaz naturel
1962	22 759.8	N.D	N.D	262.0
1963	26 264.8	N.D	N.D	291.0
1964	29 137.8	N.D	N.D	665.0
1965	29 129.4	N.D	N.D	1 640.0
1966	37 254.9	N.D	N.D	1 836.0
1967	42 982.5	99.1	2 109.8	1 992.2
1968	47 194.7	106.2	2 069.6	2 206.1
1969	49 262.4	105.0	2 190.1	2 671.7
1970	53 033.2	122.7	2 429.9	2 533.0
1971	40 792.4	132.2	2 291.3	2 670.0
1972	55 095.0	155.0	2 665.0	3 470.0
1973	55 904.0	289.0	5 290.0	4 804.0
1974	51 707.0	380.0	4 847.0	5 452.0
1975	52 294.0	616.0	5 649.0	6 550.0
1976	55 103.0	766.0	4 813.0	8 013.0
1977	58 871.0	611.0	4 394.0	7 438.0
1978	62 916.0	792.0	4 676.0	4 875.0
1979	62 588.0	942.0	6 108.0	19 519.0
1980	56 692.0	1 143.0	10 628.0	13 250.0
1981	51 196.0	1 538.0	14 156.0	15 361.0
1982	50 442.0	1 835.0	20 096.0	20 043.0
1983	49 493.0	1 749.0	18 437.0	28 701.0
1984	51 986.0	3 311.0	20 568.0	29 214.0
1985	53 009.0	3 782.0	20 272.0	29 105.0
1986	53 797.0	4 621.0	21 631.0	32 837.0
1987	53 746.0	5 448.0	20 983.0	37 060.0
1988	51 873.0	5 615.6	22 449.0	38 986.3
1989	55 485	5 632.0	21 364.2	41 723
1990	58 197	5 896.0	21 787.7	44 085
1991	57 346	5 961.0	21 774.5	47 696
1992	57 285	5 951	21 811.9	49 942
1993	56 608	5 971	21 681.0	50 331
1994	57 346	5 801	20 268.6	46 252
1995	57 032	5 849	20 923.1	52 206
1996	59 840	6 343	19 833.0	55 695
1997	59 814	7 648	22 165	65 156
1998	60 416	8 753	19 934	67 878
1999	61 854	9 893	21 470	76 214
2000	64 444	10 697	21 031	77 916
2001	62 862	11 347	21 876	73 233
2002	67 691	11 739	21 239	75 224
2003	76 841	11 512	...	...
2004	81 761	10 883	...	...
2005	84 821	11 039	...	...
2006	85 036	11 000	...	...
2007	85 200	11 000	...	...
2008	82 600	11 200	...	...
2009	76 000	10 500	...	...
2010	73 300	9 400	...	...
2011	70 700	9 300	...	...

Source : ONS 2012

ANNEXES N°4: Exportation –importation des hydrocarbures de 1962 à 2011

Années	Exportations		importations	
	Hydrocarbures liquides(1) (3)	Hydrocarbures gazeux (2)	Hydrocarbures liquides (4).	Hydrocarbures gazeux
1962	22 913	-	1 394	N.D
1963	26 010	-	1 330	N.D
1964	27 385	101	N.D	N.D
1965	26 982	864	119	N.D
1966	33 196	1 047	98	N.D
1967	40 571	1 218	130	13
1968	45 876	1 412	130	24
1969	46 793	1 696	123	61
1970	50 596	1 503	163	71
1971	38 002	1 400	275	112
1972	51 824	1 574	265	109
1973	53 230	2 381	313	74
1974	48 687	2 816	355	60
1975	49 423	3 860	562	63
1976	51 729	4 969	618	106
1977	54 153	4 216	917	162
1978	58 995	6 655	1 022	195
1979	57 924	11 942	905	216
1980	49 438	6 906	837	190
1981	45 937	8 104	590	119
1982	43 699	10 814	484	20
1983	42 469	18 012	620	90
1984	44 072	20 169	567	-
1985	44 753	23 278	364	-
1986	45 390	13 333	614	-
1987	45 431	28 509	595	-
1988	43 630	29 237	582	-
1989	47 113	31 625	631	-
1990	49 850	34 036	438	-
1991	48 512	36 545	459	-
1992	48 553	38 244	484	-
1993	48 611	37 821	418	-
1994	48 086	34 476	480	-
1995	52 019	39 922	513	-
1996	52 580	43 853	519	-
1997	52 964	52 700	279	-
1998	55 207	57 800	235	-
1999	52 964	66 000	294	-
2000	55 953	67 650	342	-
2001	55 207	63 951	377	-
2002	58 104	64 833	477	-
2003	66 234	66 764	...	-
2004	71 350	65 420	...	-
2005	75 202	70 000	...	-
2006	73 513	66 000	...	-
2007	72 633	65 520	...	-
2008	68 849	65 930	...	-
2009	61 677	60 200	...	-
2010	58 520	61 000	...	-
2011	57 090	56 900	...	-

Source : ONS 2012

ANNEXE N°5 : le tissu de l'économie algérienne

	secteur public	secteur privé	industrie	construction	commerce	Service	entreprise< 9 employés
nombre	16 718	915 250	95 445	91 170	511 700	317 250	9 116 540
%	48	98,2	10,5	9,5	55	35	98

Source : Abdelatif Benachenhou, « l'Algérie sortir de la crise »,

ANNEXES N°6 : le bilan du compte courant entre 2005 et 2012 en milliards de dollars

	2005	2006	2008	2009	2010	2012
Exportations	46,3	54,7	78,6	45,2	57,1	71,7
Importations	19,8	20,7	38	37,4	39	51,6
Solde commercial	26,5	34	40,6	7,8	18,1	20,1
Services non facteurs	-2,3	-2,2	-7,6	-8,7	-8,4	-7,2
Services facteurs	-51	-4,5	-1,3	-1,3	-0,4	-3,9
Transfert net	2	1,6	2,7	2,6	2,8	3,2
Compte courant	21,1	28,9	34,5	0,4	12,1	12,2

Source : Abdelatif Benachenhou, « l'Algérie sortir de la crise », p112

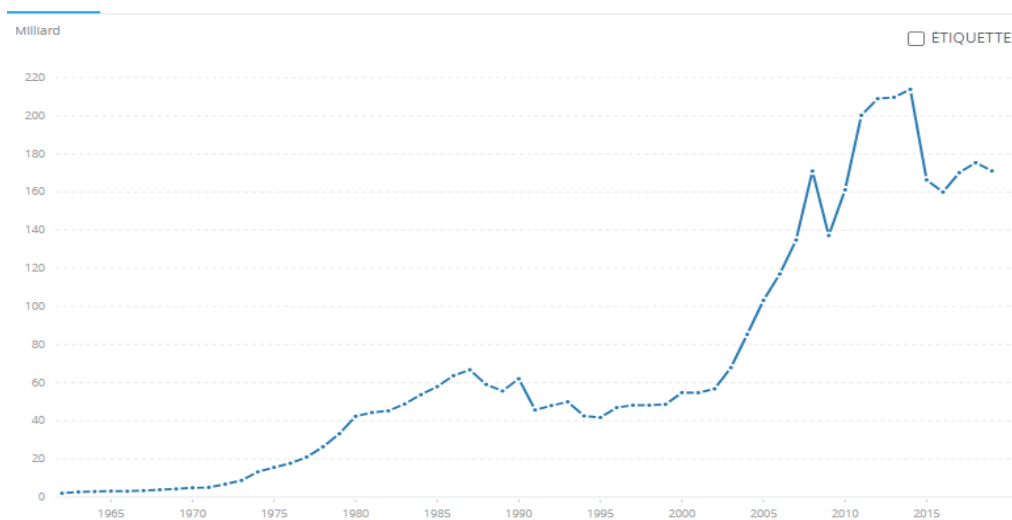
ANNEXES N°7: la balance commerciale de l'Algérie entre 1963 et 1981

Entre 1963 et 1981, la balance commerciale de l'Algérie est toujours à tendance négative et cela comme le montre le tableau suivant :

Année	Exportations	Importation	solde
1964	3 588	3 472	116
1965	3 145	3 312	-167
1966	3 080	3 153	-73
1967	3 572	3 154	418
1968	4 097	4 023	74
1969	4 611	4 911	-370
1970	4 980	6 025	-1225
1971	4 208	6 028	-1820
1972	5 854	6 694	-840
1973	7 479	8 876	-1397
1974	19 595	17 754	1 841
1975	18 565	23 756	-5 191
1976	20 204	22 226	-2 024
1977	24 099	29 534	-5 445
1978	25 037	34 439	-9 402
1979	36 505	32 794	3 711
1980	52 368	31 819	20 549
1981 (estimation)	49 100	42 200	6 900

Source : M.E. BENISSAD, « économie du développement de l'Algérie sous-développement et socialisme », éd Economica, Paris, 1982, p-183

Annexe N° 8 : évolution du PIB en milliard US



<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=DZ>

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage :

1. BENACHENHOU Abdelatif, « l'Algérie, sortir de la crise », éd. Diwan, Alger, novembre, 2015
2. BENGUERBA Maâmar, « l'Algérie en péril », l'Harmattan Paris 2006
3. BOUDJEMA Rachid, « économie du développement de l'Algérie, 1962-2010 » volume 3, ed dar-el khaldounia
4. BOUZID Abdelmadjid, « économie algérienne : éclairage », ENAG édition Alger 2001
5. GRIM Nordine, « Algérie l'interminable transition », Casbah éditions, Alger 2009
6. MEKIDECHE Mustapha, « l'Algérie entre économie de rente et économie émergente », édition Dahlab, Alger 2000
7. MEKIDECHE Mustapha, « résilience et désordre de l'économie algérienne, une décennie de crise et de croissance molle », éd. DAHLAB, Alger 2016
8. MOUHOUBI Salah, « les vulnérabilités, cas de l'Algérie », ENAG édition, Réghaia Algérie 2009
9. OURABAH Mahmoud, « les transformations économiques de l'Algérie », éd ENAG et Publisud Alger 1990.
10. SID AHMED Abdelkader, « économie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles (I.B.R.) » tome 1, Alger 1989
11. TEMMAR.A.Hamid, « l'économie de l'Algérie, les politiques de relance de la croissance » tome 3, édition OPU, Alger 2015
12. THABET Mohamed nasser, « Le secteur des hydrocarbures et le développement économique de l'Algérie », entreprise nationale du livre Alger 1989
13. BENISSAD Hocine, « de la planification socialiste à l'économie de marché, 1968-2004 », éd. ENAG, Alger 2004
14. GRIM Nordine, « l'économie algérienne otage de la politique », éd. Casbah, Alger
15. BENISSAD M.E, « économie du développement de l'Algérie, sous_développement et socialisme », éd. Economica (2^{ème}), Paris 1982 et OPU, Alger 1982
16. Dictionnaire Larousse édition 2005

Thèse et Mémoire :

1. ABRIKA BELAID, « étude de l'impact du système de la corruption à gestion clientéliste et/ou clanique dans les pays en développement .cas de l'Algérie » thèse doctorat, UMMTO
2. ALOUI Khalissa et BEN ATSOU Lounis « les effets de la rente pétrolière sur la croissance des secteurs productifs en Algérie », mémoire, 2013/2014
3. SEDDIKI, Fadila. L'économie algérienne : Economie d'endettement ou économie de marché financier ?.- 230. Thèse de doctorat : Economie : Université De Tizi-Ouzou : 2013
4. TALAHITE Fatiha, « réformes et transformation économiques en Algérie », université Paris 13.NORD : https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00684329/document_02/04/2020_à_22:08
5. HAOU kahina , « impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie » . Mémoire de magister Tizi Ouzou

Article et rapport

1. http://www.meric-net.eu/files/fileusers/National%20Report%20template_MERIC-Net_Algeria.pdf 24/12/2020 11 :26
2. <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Vulnerabilite.htm> actualisé le 30/11/2020 à 13 :45
3. <https://ferdi.fr/dl/df-pRYmpSMQkce3UtdjY3B9uQpy/ferdi-i9-l-indice-de-vulnerabilite-economique-retrospectif-mise-a-jour-2010.pdf> actualisé le 31/08/20
4. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00915581/document> actualisé le 30/11/20 à 13 :50
5. https://laviedesidees.fr/IMG/pdf/20160211_vulnerable-2.pdf 11/11/20 à 13:13
6. <https://www.algerie360.com/20200519-etudiants-algeriens-partent-a-letranger/> 24/12/2020 à 12 :27
7. <https://www.algerie-eco.com/> consulté le 12/10/20 à 19 :32
8. <https://www.algerie-eco.com/2020/06/08/lopep-joue-la-prudence-pas-de-reduction-de-quotas-en-juillet/> 24/12/20 à 12 :33
9. <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/apparatchik/4624> le 08/12/2020 à 19:36

10. https://www.mesrs.dz/fr_FR/accueil/-/journal_content/56/21525/52816#:~:text=Il%20a%20fait%20savoir%20que,.000%20%C3%A9tudiants%20aujourd'hui. 24/12/2020 11 :49
11. https://www.persee.fr/doc/medit_0025-8296_1968_num_9_2_1274 p-141 le 30/11/20 à 15 :47
12. https://www.researchgate.net/publication/325107699_LE_SECTEUR_DE_LA_PECHE_MARITIME_EN_ALGERIE_ENJEUX_ET_REALITES_THE_MARITIME_FISHERIES_SECTOR_IN_ALGERIA_CHALLENGES_AND_REALITIES 24/12/2020 à 13 :55
13. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/dz/rerelations-economiques-bilaterales.> publié 4/06/2020 consulter le 20/ 10/2020 à 21:10
14. https://www.un.org/en/development/desa/policy/cdp/cdp_publications/cdp_handbook_addendum_fr_jan_2014.pdf p4 29/11/2020 à 16:09
15. Leone Frédéric et Vinet Freddy, « *la vulnérabilité, un concept fondamental au cœur des méthodes d'évaluation des risques naturels* » 2016 disponible sur le lien suivant : https://www.researchgate.net/publication/311172443_La_vulnerabilite_un_concept_fondamental_au_coeur_des_methodes_d_evaluation_des_risques_naturels 5/11/2020 à 17 :32
16. ORIS Michel, « *les contours du concept de vulnérabilité* », Les populations vulnérables Actes du XVIe colloque national de démographie (pp.12-18) Publisher: CUDEP, publié en janvier 2017 et disponible sur le lien suivant : https://www.researchgate.net/publication/315731127_Les_contours_du_concept_de_vulnerabilite 05/11/20 19 :06
17. **Rapport** : « *Vulnérabilité : état de l'art sur le concept et méthodologie d'évaluation* » <http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-57471-FR.pdf> 05/11/20 17 :44
18. Y. Benabdallah, « *L'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelle priorité ?* » CREAD Alger <https://www.gate.cnrs.fr/uneca07/communications%20pdf/Benabdallah-Rabat07.pdf> 25/12/20 20 :46

Sites officiels

1. <https://www.banquemondiale.org/>
2. <https://www.ons.dz/>

Tables des matières

INTRODUCTION GENERALE.....	6
CHAPITRE 1 : PARADIGME DE VULNERABILITE : Origine, définition, typologie et mesure	11
Introduction du chapitre	11
Section 1 : Origine de la vulnérabilité économique	12
1. Bref historique du concept de vulnérabilité :	12
2. Origine de la vulnérabilité économique	14
Section 2: Définitions du concept de vulnérabilité économique	17
2.1. les définitions du concept vulnérabilité en lui-même	17
2.2. les définitions économiques du concept	18
Section 3 : typologie des vulnérabilités.....	20
3.1. Les vulnérabilités d'ordre interne :	20
3.2. Les vulnérabilités d'ordre externe:	25
Section 4 : la mesure des vulnérabilités	26
Peut-on mesurer la vulnérabilité ?.....	26
Conclusion du chapitre.....	30
CHAPITRE 2 : L'ALGERIE : ENTRE CONSTRUCTION ECONOMISUE ET CRISES	32
Introduction du chapitre	32
Section 1 : la période socialiste : de 1962 à 1989.....	33
1.1. L'autogestion : de 1962 à 1967	34
1.2. Le plan triennal et quadriennal : de 1967 à 1977	35
1.3. la période 1978 à 1989 et Les plans quinquennaux planification orientative	38
Section 2 : transition vers l'économie de marché : de 1990 à nos jours.....	43
2.1. L'économie algérienne entre 1990 à 2009	43
2.2. De 2009 à 2020 :	47
Section 3 : crises économiques internes et externes	50
3.1. Crises internes	50
3.2. Crises externes	50
Conclusion du chapitre.....	52
CHAPITRE 3 : ANALYSE DES VULNERABILITE DE L'ECONOMIE ALGERIENNE	54
Introduction du chapitre	54
Section 1 : cartographie de l'Algérie.....	55
1.1. Présentation générale de l'Algérie	55
1.2. Les ressources naturelles	57

1.3. Economie	58
1.4. Agriculture	59
1.5. Infrastructures	59
Section 2 : les vulnérabilités interne de l'économie algérienne	61
3.1 Les vulnérabilités d'ordre institutionnel :	61
3.2. Les vulnérabilités d'ordre économique	64
3.3. Les vulnérabilités technologiques et scientifiques	66
Section 3 : les vulnérabilités externes de l'économie algérienne	68
3.1 Les échanges extérieurs	68
3.2. les crises économiques et sanitaires	69
3.3. La mondialisation et l'ouverture économique	69
3.4. La dépendance extérieure	70
3.5. Les institutions internationales	70
Conclusion du chapitre	71
CHAPITRE 4 : HYDROARBURES ET VULNERABILITE DE L'ECONOMIE ALGERIENNE	73
Introduction du chapitre	73
Section 1 : Le poids des secteurs productifs dans l'économie algérienne	74
1.1. Le secteur primaire	75
1.2. Le secteur secondaire	77
1.3. Le secteur tertiaire	81
1.4. la contribution de chaque secteur dans la croissance économique	84
Section 2 : les problèmes de diversification et dépendance aux hydrocarbures	86
2.1. Absence de diversification des sources de financement de l'économie algérienne ...	86
2.2. Les importations comme obstacle à la diversification	87
2.3. La dépendance aux hydrocarbures	88
2.4. l'orientation des investissements nationaux et les IDE	89
Section3 : Les constats de la problématique de l'économie algérienne	91
Conclusion du chapitre	97
CLUSION GENERALE	99
ANNEXES	103
BIBLIOGRAPHIE	110
Tables des matières	113

